



MPD
MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT



RAPPORT THÉMATIQUE SUR LA MISE EN ŒUVRE
DE L'ODD4 EDUCATION DE QUALITÉ :

ALPHABÉTISATION ET APPRENTISSAGES EN CÔTE D'IVOIRE



pour chaque enfant

JUIN 2022

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES	3
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	3
RESUME	5
REMERCIEMENTS	9
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	10
II. OBJECTIFS	11
III. METHODOLOGIE	11
<i>APPROCHE GLOBALE</i>	11
<i>ASSURANCE QUALITE</i>	12
<i>SUPERVISION DE L'ELABORATION DU RAPPORT</i>	12
IV. RESULTATS	12
<i>ETAT DES LIEUX DE L'ALPHABETISATION ET DES APPRENTISSAGES EN COTE D'IVOIRE</i>	13
<i>DETERMINANTS DE L'ALPHABETISATION ET DES APPRENTISSAGES DANS LES REGIONS</i>	20
<i>IMPACT DU COVID-19 SUR LES PROGRAMMES ET PROJETS LIES A L'ALPHABETISATION ET A L'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES</i>	21
.....	21
<i>ANALYSE DES PROGRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES OU STRATEGIES VISANT L'AMELIORATION DE L'ALPHABETISATION ET DES APPRENTISSAGES</i>	26
<i>PRINCIPAUX DEFIS ET DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES/STRATEGIES VISANT L'AMELIORATION DE L'ALPHABETISATION ET DES APPRENTISSAGES</i>	28
<i>BONNES PRATIQUES ET LEÇONS APPRISES DANS LA LUTTE CONTRE L'ANALPHABETISME ET L'AMELIORATION DES ACQUIS SCOLAIRES</i>	30
V. RECOMMANDATIONS	31
VI. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32
VII. ANNEXE	35

SIGLES ET ACRONYMES

CM2	: Cours Moyen 2 ^{ème} année
DAENF	: Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DCSE	: Direction du Contrôle et du Suivi Evaluation
DGPLP	: Direction Générale du Plan et de la Lutte Contre la Pauvreté
DLTE	: Direction de la Lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des Enfants
ENE	: Enquête Nationale sur l'Emploi
GAL	: Apprentissage tout au long de la vie
GA-TIC	: Groupement des Alphabétiseurs par les Technologies de l'Information et de la Communication
GLPE	: Groupe Local des Partenaires pour l'Education
IFEF	: Institution de Formation et d'Education de la Femme
ILA	: Institut de Linguistique Appliquée
MPD	: Ministère du Plan et du Développement
ODD	: Objectif du Développement Durable
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PASEC	: Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN
PAI	: Plan d'Accompagnement Individualisé
PEC	: Programme d'Enseignement Ciblé
PIB	: Produit Intérieur Brut
PND	: Plan National de Développement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PNAAF	: Programme National d'Amélioration des Apprentissages Fondamentaux
PSO	: Politique de Scolarisation Obligatoire
PTF	: Partenaire Technique et Financier
SIE	: Stratégie Islamique d'Education
SNIESIE	: Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamique d'Education
SNREF	: Stratégie Nationale de Réintégration des élèves Filles enceintes/mères
STIM	: Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
TA	: Taux d'Achèvement
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TRECC	: Transforming Education in Cocoa Communities
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VBG	: Violences Basées sur le Genre

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : REPARTITION DES CENTRES D'ALPHABETISATION, DES APPRENANTS ET DES ANIMATEURS DE 2019 A 2022 -----	21
TABLEAU 2 : PREVALENCE DE L'OCCUPATION ECONOMIQUE DES ENFANTS AGES DE 10-17 ANS SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE GROUPE D'AGE -----	27

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DU NOMBRE DE CENTRES D'ALPHABETISATION PAR MILIEU DE RESIDENCE	14
GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DU TAUX D'ACHEVEMENT AU PRIMAIRE SELON LE SEXE DE 2019 A 2022	15

GRAPHIQUE 3 : TAUX BRUT DE SCOLARISATION AU PRIMAIRE DE 2019 A 2022	16
GRAPHIQUE 4 : TAUX D'ACHEVEMENT AU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE SELON DE SEXE DE 2019 A 2022	17
GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DU TAUX BRUT DE SCOLARISATION AU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE SELON LE SEXE DE 2019 A 2022.....	17
GRAPHIQUE 6 : EVOLUTION DU TAUX NET DE SCOLARISATION DANS LES DIFFERENTS CYCLES DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL DE 2019 A 2021.....	18
GRAPHIQUE 7: ACCES DES MENAGES AUX TIC AU COURS DE L'ANNEE 2019.....	23
GRAPHIQUE 8 : UTILISATION D'INTERNET PAR LA POPULATION IVOIRIENNE SELON SEXE ET LE MILIEU DE RESIDENCE EN 2019.....	24
GRAPHIQUE 9 : RAISONS EXPLIQUANT L'ABSENCE D'ACCES A INTERNET (OBSTACLES) DANS LES MENAGES EN COTE D'IVOIRE EN 2019.....	25
GRAPHIQUE 10 : EVOLUTION DES TAUX D'ACHEVEMENT AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE PAR SEXE DE 2010 A 2020.....	26
GRAPHIQUE 11 : EVOLUTION DU NOMBRE D'APPRENANTS PAR SEXE.....	27
GRAPHIQUE 12 : TAUX D'ALPHABÉTISATION DES JEUNES 15-24 ANS SELON LES CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES	30

RESUME

1. Introduction

La Côte d'Ivoire s'est engagée, en 2015, à s'aligner sur les objectifs du développement durable en faisant notamment de l'ODD 4, une priorité nationale. Le développement du capital humain, fondé sur l'alphabétisation et les apprentissages constitue en ce sens un pan important de sa politique de développement qui ambitionne de « mettre à la disposition de la Côte d'Ivoire, des ressources humaines de qualité et productives à travers une éducation de qualité, équitable et inclusive et qui est en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi ». L'élaboration du rapport d'examen national volontaire de la mise en œuvre des objectifs de développement durable constitue ainsi un indicateur permettant d'en faire le suivi.

2. Méthodologie

La production du présent rapport relatif à l'ODD4 pour la période 2019-2022 s'inscrit dans une approche participative et inclusive. Sa réalisation a reposé sur une approche méthodologie mixte combinant les techniques de collecte de données quantitative (extraction des données secondaires) et qualitative (revue documentaire, entretien). Elle s'est enrichie de l'organisation d'un atelier de lancement ayant permis l'identification, la mobilisation des parties prenantes et l'accès aux données et informations sectorielles et d'un atelier régional impliquant l'ensemble du corps social ivoirien y compris la société civile dans le cadre de la production des rapports régionaux des districts autonomes du pays. Les analyses statistiques et de contenu sur fond de triangulation ont permis l'élaboration du présent rapport.

3. Résultats

3.1 Etat des lieux de l'alphabétisation et des apprentissages en Côte d'Ivoire

Face à l'enjeu du développement durable, la Côte d'Ivoire fait de l'éducation-formation ainsi que de l'alphabétisation un axe important de sa politique de développement. Sa vision d'assurer à tous les enfants et adultes une éducation et une formation de qualité, équitable et inclusive prenant en compte les besoins de transformation du citoyen, le rendant capable de contribuer au développement socioéconomique de sa communauté et de la société ivoirienne, de favoriser la cohésion sociale et lui assurer les capacités de compétitivité et d'innovations technologiques est inscrite dans le PND 2021-2025.

L'alphabétisation de la population est l'objet de constants efforts qui se traduisent par une tendance évolutive de l'effectif des apprenants avec un effectif relativement important de filles estimé et 61,1% de ceux-ci en 2019 à 63,7% en 2022 en milieu scolaire. La mise en œuvre d'initiatives innovantes dans le contexte du Covid-19 participe à ce progrès sensible mais la dynamique reste contrariée par des disparités en termes d'existence de structures/animateurs à l'échelle du territoire national. La diversité des acteurs nationaux (étatique, confessionnel, société civile) soutenue par l'appui technique des agences des nations unies renforce la mise en œuvre de l'alphabétisation et des apprentissages dans le paysage ivoirien favorisant ainsi la résilience de la population.

Cible 4.1 : D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, les dotant d'acquis

Indicateur 4.1.1 : Taux d'achèvement

Le **Taux d'achèvement du primaire** connaît une tendance évolutive mais lente passant de 80,52% en 2019 à 83,70 % en 2021. Cette performance relève de l'existence des cantines scolaires, la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO), la politique genre ayant favorisé une constante évolution passant de 79,8% en 2018-2019 à 85,0% en 2020-2021 et le programme « Côte d'Ivoire solidaire », qui entend offrir à chaque enfant, quelles que soient ses origines et ses conditions sociales l'accès à une éducation de qualité. Malgré ces acquis, les compétences des enfants terminant le primaire sont insuffisantes en lecture (40,5%) et en mathématiques (17,2%) et 2,13% des enfants en âge d'être scolarisés sont exclus à l'entrée du système éducatif au motif de l'insuffisante capacité d'accueil des structures éducatives et le démarrage tardif des cours surtout en zone rurale renforcent la problématique de l'alphabétisation et des apprentissages.

L'amélioration graduelle du **Taux d'achèvement du premier cycle secondaire**, passant de 56,78% 2019 à 60,7% en 2021 tient aux mesures visant la réduction du redoublement, aux campagnes intensives de sensibilisation en vue de la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et les grossesses en milieu scolaire qui restent encore un défi certain pour le système éducatif.

Indicateur 4.1.2 : Taux brut de Scolarisation

Le **Taux brut de scolarisation au primaire**, quasi stable en 2018-2019 (100,5%) et 2019-2020 (100,26%), a connu une régression de l'ordre de -2,48% en 2020-2021 (98,02%) pour ensuite remonter 101,1% en 2021-2022. La crise sanitaire du Covid-19 et son corollaire de fermeture des écoles, le contexte sociologique actuel du pays caractérisé par le manque de repère des enfants et adolescents, la démotivation des parents faute d'insertion professionnelle des diplômés et l'absence de modèle de réussite sous-tendent en sus cette baisse.

Le **Taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire** en évolution discontinue passant de 70,5% en 2019 à 68,9% en 2022 s'expliquerait par la démotivation des parents liée à la faible insertion professionnelle des diplômés, l'absence de modèle de réussite, la vulnérabilité financière conduisant du ménage la problématique de la scolarisation de la jeune fille. Il résulterait aussi de la faible offre en infrastructures éducatives.

Le **taux net de scolarisation** connaît une évolution sensible dans les différents cycles de l'enseignement général. Cependant une déperdition de plus de la moitié du taux net de scolarisation est observée entre les différents cycles comme l'illustre celui entre le premier cycle (50,0%) et le second cycle du secondaire (21,0%) en 2021. La pauvreté, la gouvernance du système éducatif (recrutement des formateurs, recyclage des enseignants, dilution du contenu des manuels d'apprentissage, etc.), l'absence de suivi scolaire des élèves par les parents et l'existence des examens scolaires qui se présentent comme un filtre infranchissable pour nombre d'élèves ayant accumulé des lacunes durant le parcours au sein du cycle scolaire justifient cette situation.

Cible 4.6 : D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter

Si les indicateurs les plus récents situent à 63,8% (MICS, 2016) le taux d'alphabétisation chez les jeunes hommes de 15-et à 47,2% chez les femmes dans la population générale, les efforts entrepris au niveau de l'alphabétisation rendent compte de l'alphabétisation de 6 354 femmes de 18-60 ans par les Institutions de Formation et d'Education de la Femme (IFEF), de 1 500 femmes des marchés par les acteurs de la société civile (GA-TIC) par l'usage des TIC réhaussant leurs compétences et contribuant à leur autonomisation. L'accompagnement institutionnel des établissements confessionnels islamiques concourt à maintenir les enfants encadrés par ces structures dans le sillage de l'éducation formelle leur offrant ainsi une opportunité d'améliorer leur apprentissage.

La mise en œuvre de l'alphabétisation et des apprentissages bénéficie de l'appui des partenaires techniques et financiers dont l'UNESCO et l'UNICEF à travers diverses stratégies et de la volonté étatique traduite par l'existence d'une Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle et de divers instituts dont l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) qui œuvre dans le sens de l'alphabétisation des populations. L'engouement pour l'alphabétisation fonctionnelle offre l'opportunité de réunir des personnes de plusieurs secteurs d'activité ou de métiers différents résolvant en quelque sorte le problème de l'insuffisance des animateurs et d'accroître à terme la productivité économique des apprenants. Elle semble toutefois inappropriée eu égard aux attentes des populations analphabètes eu égard au registre de langue trop académique utilisé dans les supports pour des adultes débutants, n'ayant aucune notion basique du français.

3.2 Déterminants de l'alphabétisation et des apprentissages dans les régions

La mise en œuvre de l'alphabétisation et des apprentissages reste conditionnée par un ensemble de facteurs. Ceux-ci portent sur l'engagement national et régional, la participation des bénéficiaires, la coordination des interventions, la mobilisation logistique, la demande à l'alphabétisation et les conditions socioéconomiques des parents.

La volonté politique, traduite par l'existence d'une direction de l'alphabétisation, engage le pays à la réalisation de l'alphabétisation et des apprentissages pour soutenir le socle de développement durable du pays. La coordination des interventions reste diffuse du fait d'une faible synergie d'action au regard de la diversité des acteurs et il est observé une faible mobilisation des acteurs tant en termes logistiques qu'au niveau de l'implication des collectivités territoriales. L'insuffisante demande à l'alphabétisation par la population traduit une méconnaissance de ce droit universel tandis que les conditions socioéconomiques et la perception de l'éducation constituent des limitants à l'accès à l'alphabétisation.

3.3 Impact du Covid-19 sur les programmes et projets liés à l'alphabétisation et à l'amélioration des apprentissages

L'impact du Covid-19 sur les programmes et projets liés à l'alphabétisation et à l'amélioration des apprentissages est autant positif que négatif. D'un point de vue négatif, le Covid-19 s'est présenté comme un élément perturbateur du système éducatif et du lien éducatif dans la mise en œuvre de l'alphabétisation et des apprentissages avec comme résultante une diminution modérée des acquis dans ce domaine, une démotivation des apprenants, une appropriation insuffisante des dispositifs alternatifs relatifs à l'éducation à distance, des décrochages inattendus pour 4,3% d'élèves régulièrement inscrits et de 168 cas de grossesses à la réouverture des classes. Le renforcement de l'inégalité d'accès des filles à l'apprentissage du fait de la baisse des revenus, d'en moyenne 30%, a plongé plus de 1 620 777 ménages supplémentaires dans la pauvreté et a été préjudiciable à l'éducation en général et à celle des filles en particulier qui sont discriminées au profit des garçons. Du fait du faible accès de la population à Internet et au numérique, le Covid-19 a accentué les inégalités d'apprentissage au sein des populations vulnérables : seulement 13,6% des ménages disposaient d'un ordinateur à domicile, seul 45,3% de la population avait un accès fiable à Internet en 2020 et la télévision, moyen de diffusion des apprentissages pendant la crise sanitaire est moins présente dans les familles les plus pauvres.

Du point de vue positif, le Covid-19 a montré la flexibilité du système éducatif et sa capacité à s'adapter au changement avec la réorganisation des apprentissages intégrant les cours en ligne grâce à un plan de riposte adapté, l'utilisation plus grande et diversifiée du numérique dans l'enseignement et la formation et réduit les inégalités dans l'appropriation des contenus d'enseignement. Le Covid-19 a favorisé une adaptation des contenus d'apprentissage liés au handicap permettant ainsi transcription en braille par exemple du contenu des enseignements à distance.

3.4 Analyse des progrès dans la mise en œuvre des politiques ou stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages

Les efforts consentis dans le secteur Education/Formation se traduisent par l'existence d'une programmation stratégique des sous-secteurs du primaire et de l'alphabétisation qui contribue à améliorer le niveau d'alphabétisation et des apprentissages même si des défis restent encore à relever. Il ressort une démocratisation de l'accès à l'éducation grâce à une diversité d'initiatives qui rendent progressivement aptes une frange importante de la population à construire durablement les fondements de la nation dans son élan de développement durable. Les initiatives telles « Mon école à la maison », le Programme National d'Amélioration des Apprentissages Fondamentaux (PNAAF), le Programme d'Education Ciblée (PEC), le Teaching at the Right Level (TaRL) et l'implication du secteur confessionnel et de la société civile dans la question centrale de l'alphabétisation et des apprentissages participent à l'amélioration du taux d'alphabétisation et des apprentissages dans le pays. Les résultats se traduisent par l'évolution du nombre d'apprenants passant de 56 027 en 2019 à 58 639 en 2022 montrant la capacité du système à produire des personnes alphabétisées. Il ressort toutefois que l'application de la loi sur la scolarité obligatoire reste contrariée par des facteurs contradictoires influant sur la motivation des parents à la respecter et la persistance du travail des enfants effectué par sur l'ensemble du territoire national. Ainsi en est-il de la persistance du travail des enfants dont 17,1% âgés de 10 à 17 ans impliqués dans une activité économique avec une proportion de garçons (17,7%) légèrement supérieure à celle des filles (16,5%) en 2019. En milieu urbain notamment à Abidjan, 12,7% des filles sont plus occupées à l'exercice d'une activité contre 11,9% des garçons ; ce qui participe à l'illettrisme dans le paysage ivoirien.

3.5 Principaux défis et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre des politiques/stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages

Plusieurs défis dont ceux relatifs à la gouvernance et à la faible déconcentration restent à relever dans les politiques/stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages. Ceux-ci ont un caractère à la fois scientifique, social, administratif et portent sur les ressources.

Sur le plan scientifique, les défis et difficultés portent sur le contenu thématique des manuels d'alphabétisation élaborés en français ne prenant pas en compte des réalités professionnelles typiques à chaque catégorie d'analphabètes, à la diversification de la population ciblée par les mêmes manuels de lecture et au registre de langue beaucoup trop académique pour les adultes débutants, n'ayant aucune notion basique du français.

Sur le plan social, les enjeux tiennent à la stabilité de l'environnement politique et son corollaire de destruction des infrastructures et équipements économiques, sociaux et éducatifs et l'influence des croyances et des perceptions sur l'alphabétisation, à l'inscription tardive des enfants à l'école du fait des contraintes financières et à l'affaiblissement de la solidarité éducative ou du tutorat pour les apprenants migrant des zones rurales vers le milieu urbain lié à l'absence de structures d'hébergement pour les élèves, à la persistance des grossesses en milieu scolaire.

Sur le plan administratif et structurel, l'insuffisance du service d'offre au regard des besoins et de la demande, la mauvaise compréhension de la notion d'alphabétisation fonctionnelle par les populations et par la plupart des acteurs et les errements conséquents dans la pratique, les limites du choix de la politique du faire faire et l'approche projet, l'insuffisance d'infrastructures d'accueil principalement dans les zones rurales et la faible couverture des établissements scolaires cantines, etc. sont à surmonter.

Sur le plan des ressources, l'insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles et la faible mobilisation des financements internes et externes, l'absence d'une stratégie de communication, la faible appropriation des acteurs et la faiblesse des mécanismes de coordination et de suivi sont les principaux défis/difficultés à relever.

3.6 Bonnes pratiques et leçons apprises dans la lutte contre l'analphabétisation et l'amélioration des acquis scolaires

La pratique de l'alphabétisation et des apprentissages renseigne que :

- L'accompagnement des institutions en charge de l'éducation aux structures islamiques à travers la stratégie d'intégration des écoles islamiques dans le système formel d'éducation participe au maintien de milliers d'enfants dans des conditions optimales d'apprentissage ;
- L'introduction des TIC dans l'alphabétisation maintient un lien fonctionnel entre les enfants et les adultes apprenants à l'alphabétisation et participe au renforcement des connaissances et des compétences des populations déscolarisées, non scolarisées et de leur résilience ;
- La multiplicité des acteurs dans le domaine de l'alphabétisation et des apprentissages y compris le secteur confessionnel et la société civile participe au renforcement des connaissances et des compétences des populations déscolarisées, non scolarisées et renforce leur résilience.

3.7 Recommandations

Au titre des recommandations, il est suggéré :

- La mise en place d'un programme national de lecture et écriture qui met ensemble les bonnes pratiques tout en donnant des possibilités optionnelles ;
- Le renforcement de la contribution financière de l'Etat dans le financement de l'alphabétisation et des apprentissages à travers la création de lignes budgétaires dédiées ;

- Le développement d'une stratégie assortie d'un plan de financement pour le passage à échelle des projets pilotes à fort impact sur la qualité des apprentissages et la réduction des inégalités en matière d'acquisition des compétences ;
- L'alphabétisation des parents d'élèves afin qu'ils puissent faire l'encadrement de leurs enfants à la maison ;
- La sensibilisation des parents d'élèves en vue d'une plus grande implication dans l'encadrement de leurs enfants en leur fournissant les ressources éducatives (les manuels et le matériel scolaire) nécessaire à leur formation principalement en début d'année scolaire ;
- Le développement d'une politique de la lecture intégrant la mise en place de bibliothèque municipal aux fins de sensibiliser et d'encourager à la lecture.

REMERCIEMENTS

L'élaboration du présent rapport s'inscrit dans l'optique de la Côte d'Ivoire de présenter l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs du développement durable auxquels elle a souscrit en 2015. Pour mémoire, le pays est à l'élaboration de son deuxième rapport en 2022 pour la période 2019-2022 après celui présenté en 2018. Il est le résultat d'une synergie d'action ayant impliqué divers acteurs issus du secteur de l'éducation-formation, du développement et de la société civile à qui le Consultant entend exprimer sa reconnaissance.

Des remerciements singuliers sont ainsi adressés à la direction du Ministère du Plan et du Développement (MPD) notamment à messieurs Marcellin Cissé, Directeur général du plan et de la Lutte contre la Pauvreté (DGPD) et N'dia Youssouf, Directeur du Contrôle et du Suivi Evaluation (DCSE) pour l'orientation stratégique, le suivi et la supervision effectués.

Ils s'adressent aux Agences des Nations Unies représentées par :

- Le Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) avec l'assistance de monsieur Ghitu I Mundunge, Economiste au Bureau du Coordonnateur Résident
- Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) notamment les sections Education et Suivi-Evaluation et Planification pour l'orientation, l'assistance technique et l'analyse critique qui a permis d'améliorer le contenu du présent rapport. Une mention spéciale à mesdames Soukeynatou Fall et Sophie Achilleas, messieurs Moyabi Sylla, Issa Coulibaly, Zié Silué et Bomisso Germain et,
- L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) avec l'appui de M. Moussa Doumbia.

Le consultant sait gré aux acteurs du système éducatif, de la protection sociale et de la société civile pour leur spontanéité, leur disponibilité à répondre aux sollicitations dans le cadre de cette mission.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. Le secteur de l'éducation-formation constitue une priorité nationale en matière de politique de développement au point de constituer le cinquième axe stratégique du plan national de développement (PND) 2021-2025. Les investissements consacrés à ce secteur au cours des dernières décennies en termes de ressources humaines, financières représentant 4,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2018¹ et matérielles illustrent cette volonté politique affichée. Pourtant, à l'aune de l'indice de développement humain dont l'un des critères porte sur le niveau d'éducation des personnes âgées de 15 ans et plus, la Côte d'Ivoire, classée en 2018 au 161^{ème}^{2,3} rang mondial, occupe le 165^{ème}⁴ rang sur 189 Etats dans le monde et le 32^{ème}⁵ rang en Afrique sur 53 pays⁶ en 2020. Ce contexte, qui contrarie un tant soit peu la marche du pays vers l'émergence, est renforcé par les résultats des récentes études qui situent à un bas niveau l'aptitude et les compétences des élèves ivoiriens en matière de lecture et de mathématique⁷ au point d'engager l'écosystème éducatif à des états généraux de l'éducation et de l'alphabétisation ; ceci eu égard au « rôle absolument premier de l'éducation dans l'édification et le redressement de la Nation⁸ ». Par ailleurs, bien que l'école soit obligatoire en Côte d'Ivoire pour les enfants de 6 à 16 ans, 1,6 millions d'enfants ne vont pas à l'école et la majorité sont des filles⁹ fragilisant davantage les fondements sociaux de la nation et des efforts dans le sens du développement durable. Pourtant il est reconnu que « l'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde ».
2. Dans ce contexte, l'adoption, en 2015, de l'objectif du développement durable (ODD) 4 et du cadre d'action Education 2030 constitue une opportunité pour la Côte d'Ivoire. Dans cette approche, l'élaboration du plan sectoriel Education-Formation 2016-2025 ambitionne de « mettre à la disposition de la Côte d'Ivoire, des ressources humaines de qualité et productives à travers une éducation de qualité, équitable et inclusive et qui est en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi ». La mise en œuvre de l'ODD4 en Côte d'Ivoire ainsi s'inscrit dans un cadre partenarial qui se veut inclusif avec l'implication des acteurs majeurs du secteur Education/Formation y compris les organisations de la société civile. Les ministères techniques du secteur sont chargés de sa mise en œuvre avec une implication à divers degrés des partenaires techniques et financiers (PTF) et des organisations de la société civile (OSC), réunis dans le Groupe Local des Partenaires pour l'Education (GLPE). Il en est de même pour le suivi et l'évaluation. Le suivi de l'ODD4 dans un tel contexte participe à éclairer sur les progrès réalisés et à orienter les actions à mener dans la dynamique d'améliorer l'existant.
3. L'élaboration du rapport s'inscrit dans cette optique. Il ambitionne de décrire les tendances des indicateurs sur cet ODD en faisant un focus sur l'alphabétisation et les apprentissages, d'analyser les causes sous-jacentes des tendances en lien avec l'évolution du contexte national et les politiques et stratégies mises en œuvre dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation et de proposer des mesures pour surmonter les obstacles et relever les défis émergents.

¹ Ministère du Plan et du Développement, 2021. *Plan National de Développement 2021-2025, Tome 1 : Diagnostic stratégique*, p.19

² <https://www.fr.countryeconomy.com/demographie/idh/cote-d-ivoire>

³ Ministère du Plan et du Développement, 2018. *Rapport volontaire d'examen national de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire*, p.8

⁴ <https://altacocio.com/classements/economie/developpement/classement-etats-par-indice-de-developpement-humain-monde.php>

⁵ <https://altacocio.com/classements/economie/developpement/classement-etats-par-indice-de-developpement-humain-afrique.php>

⁶ PNUD, 2020. *La prochaine frontière : le développement humain et l'Anthropocène. Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2020 Côte d'Ivoire*

⁷ Confemen & PASEC, 2019. *PASEC 2019 : Qualité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone, performances et environnement de l'enseignement-apprentissage au primaire*

⁸ Discours de SEM Amadou Gon Coulibaly aux Journées des états généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation le 11 avril 2022

⁹ <https://www.unicef.org/cotedivoire/recits/des-centres-dalphabétisation-pour-lutter-contre-le-travail-des-enfants-dans-les-communautés#:~:text=Ce%20projet%20d%27alphabétisation%20est,l%27école%20par%20la%20suite>

II. OBJECTIFS

4. Dans le cadre de l'élaboration du rapport thématique de la mise en œuvre de l'ODD4, les objectifs assignés visent à :
 - Faire l'état des lieux de l'alphabetisation et des apprentissages en Côte d'Ivoire ;
 - Identifier les déterminants de l'alphabetisation et des apprentissages dans les régions ;
 - Identifier l'impact de la Covid-19 sur les programmes et projets liés à l'alphabetisation et à l'amélioration des apprentissages ;
 - Faire une analyse des progrès dans la mise en œuvre des politiques ou stratégies visant l'amélioration de l'alphabetisation et des apprentissages, en donnant des exemples concrets et en utilisant des données qualitatives et quantitatives permettant de décrire l'état d'avancement vers les cibles associées et l'impact sur les personnes laissées pour compte ou à risque de l'être ;
 - Fournir des indications sur les principaux défis et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre de ces politiques ou stratégies et les voies et moyens envisagés pour surmonter les obstacles identifiés ;
 - Identifier les actions pertinentes que la Côte d'Ivoire entend entreprendre pour accélérer les progrès vers l'atteinte des cibles de l'objectif 4 ;
 - Indiquer les bonnes pratiques et leçons apprises dans la lutte contre l'analphabétisation et l'amélioration des acquis scolaires ;
 - Formuler des recommandations.

III. METHODOLOGIE

Approche globale

5. La mission d'élaboration du rapport thématique sur la mise en œuvre de l'ODD4 a été un exercice participatif et conjoint dont la conduite et l'organisation ont été assurées avec l'appui du Ministère du Plan et du Développement, les acteurs gouvernementaux de mise en œuvre de la politique éducative, les organisations de la société civile et les ONG, les structures décentralisées du gouvernement, les Agences des Nations Unies notamment le PNUD, l'UNICEF, l'UNESCO. Elle a nécessité l'implication de l'ensemble des acteurs et organisations jouant un rôle dans l'éducation nationale tant au niveau central, régional que local (*Annexe I*).
6. Pour mener cette mission, la démarche méthodologique mixte, constituée de méthodes qualitatives et quantitatives, a été adoptée. Sous l'aspect qualitatif, recours a été fait à la revue documentaire, aux entretiens individuels avec des informateurs clés pour la collecte de données aussi bien secondaires que primaires. L'échantillonnage raisonné sur la base du répertoire des acteurs du système éducatif et la technique de boule de neige voire de réseau ont permis d'avoir accès aux informateurs clés. Sous l'aspect quantitatif, il a été procédé, à travers la revue documentaire, à l'extraction et l'exploitation des données secondaires relatives aussi bien aux indicateurs qu'aux facteurs sous-tendant l'alphabetisation et les apprentissages. Pour renforcer la fiabilité des données et de l'analyse, la triangulation des données disponibles et des informations a été opérée.
7. La démarche utilisée a ainsi privilégié les outils d'analyse tirés de techniques d'évaluations quantitatives ou semi quantitatives et le cadre d'analyse des approches droits humains, gestion axée sur les résultats et approche groupes vulnérables. Le processus a accordé aussi un intérêt à l'analyse genre pour identifier les domaines où la discrimination entre les sexes persiste dans le secteur de l'alphabetisation et des apprentissages.
8. La méthodologie d'élaboration du rapport a été articulée autour de trois phases organisées de façon chronologique. Ainsi la première étape, relative à la préparation de la note méthodologique, a permis de formaliser le cadre de collaboration, expliciter la compréhension de la mission, favoriser la participation à l'atelier d'actualisation des données des ODD tant au niveau central que régional impliquant l'ensemble du corps social ivoirien dans le cadre de la production des rapports régionaux des districts autonomes du pays et la mise à disposition de la documentation appropriée pour l'exercice qui ont contribué à la conduite de la mission. La deuxième étape a consisté en la rédaction du rapport provisoire jalonné de rencontres de suivi organisées par le ministère du plan et du développement et la supervision du PNUD et de l'UNICEF. La

troisième étape a consisté en la finalisation du rapport prenant en compte les observations faites par les parties prenantes. Les analyses statistiques et de contenu sur fond de triangulation ont permis l'élaboration du présent rapport.

Assurance qualité

9. Pour assurer la qualité des données collectées, il a été procédé à i) la coordination des activités par le consultant, ii) le suivi de l'élaboration du rapport par l'équipe technique du ministère du plan et du développement (MPD) à travers la tenue de réunions fréquentes et la supervision conjointe par la cheffe de section Education et la cheffe de section Suivi-Evaluation et Planification du bureau Unicef afin d'identifier les insuffisances sur le terrain et de les corriger. L'analyse critique du rapport par l'équipe de l'UNESCO a par ailleurs contribué à la qualité du contenu du présent rapport.

Supervision de l'élaboration du rapport

10. La présente mission a été conduite sous la supervision conjointe du Ministère du Plan et du Développement, de la cheffe de section Education et de la cheffe de section Suivi-Evaluation et Planification de l'UNICEF. Ils ont veillé à la qualité de l'ensemble des livrables. Le groupe de référence composé de représentants des principaux partenaires et parties prenantes a soutenu la mise en œuvre de la mission, fait des commentaires et donné des orientations aux étapes importantes du processus de l'élaboration du rapport thématique de mise en œuvre de l'ODD4. Il a garanti la transparence du processus et renforcé par son action la crédibilité des résultats de la mission.

IV. RESULTATS

Objectif 4 : Assurer l'accès à tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

11. Dans la perspective de son développement durable, la Côte d'Ivoire s'engage, au regard de sa loi fondamentale et de son alignement sur les principes et directives internationales, à assurer l'accès à l'éducation obligatoire et gratuit à tous ses enfants en âge scolaire mais aussi à rehausser le niveau d'alphabétisation des personnes adultes à travers l'alphabétisation fonctionnelle. L'idée sous-tendant cette démarche politique est de parvenir à l'horizon 2030 à l'atteinte de la cible prioritaire de l'ODD4. Ainsi, le pays fait du « Développement du capital humain et promotion de l'emploi » le second pilier de sa politique de développement. Ce faisant, le développement du capital humain repose, dans la planification quinquennale de 2021 à 2025, sur l'accès et le maintien des apprenants dans un système d'éducation-formation de qualité et l'acquisition de compétences fondamentales.
12. Cette importance accordée à l'éducation est sous-tendue par la volonté de la mise en place d'un système de planification et de suivi-évaluation. Celui-ci vise à assurer un pilotage efficace et efficient de la mise en œuvre du plan décennal 2016-2025 et l'adoption d'un code de l'Education afin de disposer d'un système éducatif de qualité, dynamique anticipant sur les besoins futurs et facilitant la mise en œuvre de réformes dans les sous-secteurs du primaire, du secondaire et de l'alphabétisation.

- **Priorité nationale, l’alphabétisation de la population est l’objet de constants efforts qui se traduisent par une tendance évolutive de l’effectif des apprenants avec un effectif relativement important de filles estimé et 61,1% de ceux-ci en 2019 à 63,7% en 2022 en milieu scolaire. La mise en œuvre d’initiatives innovantes dans le contexte du Covid-19 participe à ce progrès sensible mais la dynamique reste contrariée par des disparités en termes d’existence de structures/animateurs à l’échelle du territoire national.**
- **Le taux d’achèvement du primaire (83,7% en 2021) et celui du premier cycle secondaire (60,7% en 2021) connaissent une lente évolution qui s’enracine pour l’un dans l’existence des cantines scolaires mais dont la couverture dans les écoles reste inégale et insuffisante et pour l’autre aux mesures visant à réduire le redoublement, aux campagnes intensives de sensibilisation en vue de la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre et les grossesses en cours de scolarité.**
- **Les compétences des enfants terminant le primaire restent insuffisantes en lecture (40,5%) et en mathématiques (17,2%). L’insuffisante capacité d’accueil des structures éducatives et le démarrage tardif des cours surtout en zone rurale renforcent la problématique de l’alphabétisation et des apprentissages.**
- **La scolarisation au primaire, bien que stable, est limitée par un contexte sociologique caractérisé par le manque de repère des enfants et adolescents, la démotivation des parents faute d’insertion professionnelle des diplômés et l’absence de modèle de réussite sous-tendent en sus cette baisse.**
- **La diversité des acteurs nationaux (étatique, confessionnel, société civile) soutenue par l’appui technique des agences des nations unies renforce la mise en œuvre de l’alphabétisation et des apprentissages dans le paysage ivoirien favorisant ainsi la résilience de la population.**

13. Face à l’enjeu du développement humain durable, la Côte d’Ivoire fait de l’éducation-formation en général et de l’alphabétisation en particulier une priorité nationale. Cette volonté politique, inscrite dans le Plan National de Développement 2021-2025, est traduite par :

- L’effet 1 « *Le cadre institutionnel et organisationnel assure un système de gouvernance, de gestion, de planification et de suivi-évaluation qui soutient la qualité des services, l’efficacité interne et externe des interventions et l’efficience dans la gestion des ressources* »,
- L’effet 2 « *Les filles et les garçons, d’âges préscolaire et scolaire, y compris celles et ceux hors du système éducatif formel, accèdent à des services d’éducation de qualité et achèvent les différents cycles d’éducation* » et,
- L’effet 3 « *Les femmes et les hommes qui ne savent ni lire ni écrire accèdent et achèvent les programmes d’alphabétisation* ».

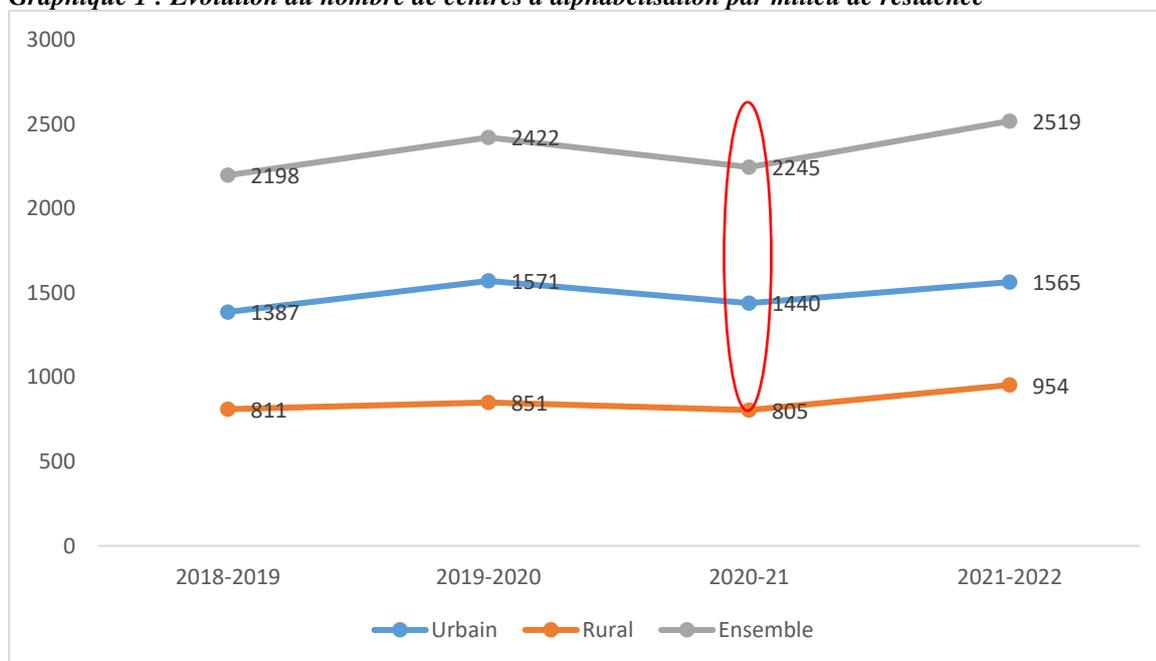
Ces effets s’enracinent dans la vision du pays qui stipule que le système éducatif ivoirien assure à tous les enfants et adultes une éducation et une formation de qualité, équitable et inclusive qui prend en compte les besoins de transformation du citoyen, le rend capable de contribuer au développement socioéconomique de sa communauté et de la société ivoirienne, de favoriser la cohésion sociale et lui assure les capacités de compétitivité et d’innovations technologiques.

14. La situation de l’alphabétisation reste encore une préoccupation nationale malgré les efforts accomplis. Le taux d’alphabétisation, estimé à 54,6% en 2018, présente une disparité sexospécifique au détriment des femmes, de milieu de résidence et de revenu. Le taux d’alphabétisation varie de 47,2% parmi les jeunes femmes de 15-24 ans à 63,8% parmi les jeunes hommes du même groupe d’âge. Le milieu rural compte 43,1% de jeunes hommes alphabétisés contre 79,2% en milieu urbain. On note 27,3% jeunes femmes alphabétisées en milieu rural contre 60,9% % en milieu urbain. Les régions du Nord-Ouest (13,9% de jeunes femmes alphabétisées contre 38,2% de jeunes hommes alphabétisés), du Nord (24,9% des jeunes femmes contre 38,8% des jeunes hommes alphabétisés) et de l’Ouest (32,1% des jeunes femmes contre 44,7% des jeunes hommes alphabétisés) sont les plus défavorisées en matière d’alphabétisation. Les inégalités entre pauvres et non pauvres sont très marquées aussi bien pour les jeunes hommes (30% d’alphabétisés parmi les plus pauvres

contre 90,7% parmi les plus riches) que pour les jeunes femmes (30,5% parmi les plus pauvres contre 55,4% parmi les plus riches)¹⁰.

15. Ces efforts s'expriment en termes d'initiatives liées aux apprentissages telles « Mon école à la maison », le Programme National d'Amélioration des Apprentissages Fondamentaux (PNAAF), le Programme d'Enseignement Ciblé (PEC) le Transforming Education in Cocoa Communities (TRECC), etc. qui visent à améliorer la qualité de l'éducation et donner aux enfants issus de milieux défavorisés la possibilité d'accéder à une éducation de qualité et par-delà à renforcer leur résilience éducative en contexte de Covid-19.
16. Selon les annuaires statistiques de l'éducation primaire, les services d'alphabétisation enregistrent une tendance évolutive de l'effectif des apprenants avec un effectif relativement important de filles estimé à 61,1% de ceux-ci en 2019 et à 63,7% en 2022 comparativement aux garçons (Tableau 1). Cette sensible embellie cache des disparités de structures/animateurs et régionales. Le milieu rural reste sur la période d'analyse moins pourvu en centres/animateurs que le milieu urbain alors que le besoin d'alphabétisation reste prépondérant dans ce milieu qui compte autant d'élèves que le milieu urbain. A Odienné et Ségoula par exemple, il n'est dénombré respectivement que deux et trois centres dont un seul en milieu rural avec une limitation de l'alphabétisation à un seul niveau en 2019. Depuis 2018, il y a une évolution du nombre de centres d'alphabétisation. Cependant cette évolution a été ralentie en 2020 et cela pourrait s'expliquer par la pandémie à Covid-19. En outre, il y a plus de centres d'alphabétisation en milieu urbain qu'en milieu rural ; ce qui contraste avec les besoins d'alphabétisation qui sont plus importants en milieu rural qu'en milieu urbain.

Graphique 1 : Evolution du nombre de centres d'alphabétisation par milieu de résidence



Source : *Annuaire statistiques DSPS 2019 à 2022*

Cible 4.1 : D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, les dotant d'acquis

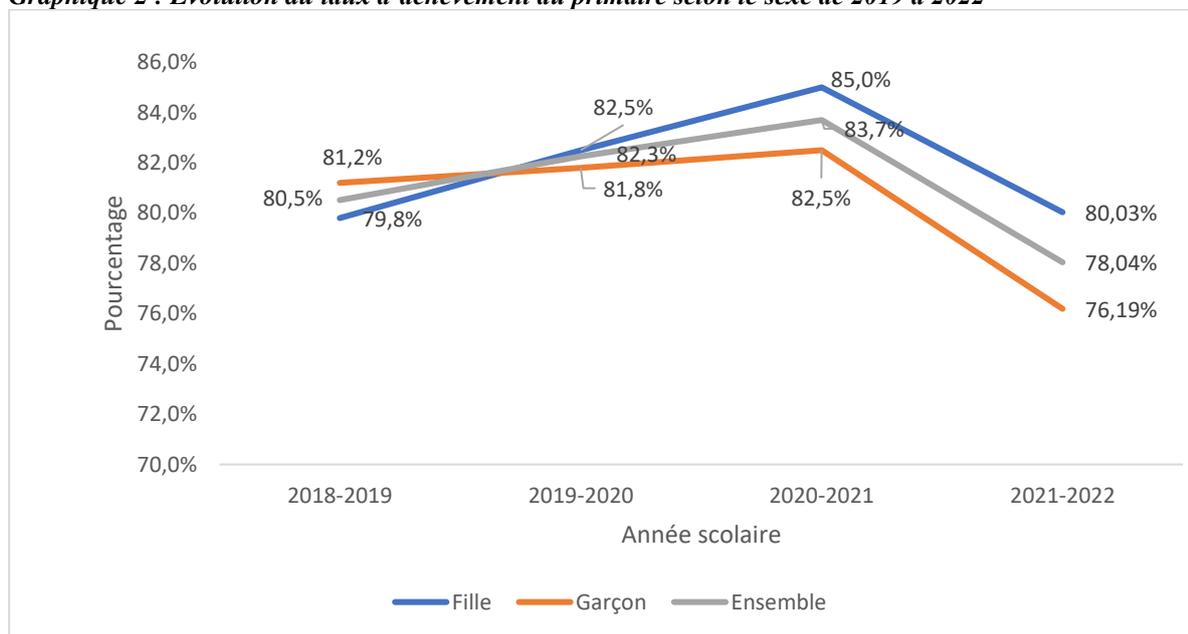
17. Cette cible est suivie à travers le taux d'achèvement (TA) et le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire et au secondaire 1^{er} cycle. Les indicateurs de suivi portent sur les taux d'achèvement au primaire et au premier cycle du secondaire.

¹⁰ Ministère du Plan et du Développement, 2016. *MICS, La situation des femmes et des enfants en Côte d'Ivoire. Enquête à Indicateurs Multiples 2016 - MICS5, UNICEF, The Global Fund, UNFPA, C2D, INS, 252p.*

Indicateur 4.1.1 : Taux d'achèvement

18. Le **Taux d'achèvement du primaire** connaît une tendance évolutive notable de 3,18 points entre 2019 et 2021 passant de 80,52% en 2019 à 83,70 % en 2021 (*Graphique 2*). L'amélioration du taux d'achèvement demeure cependant lente d'une année scolaire à une autre avec des bonds qualitatifs de 1,73 et 1,8 points respectivement entre 2019 et 2020 et entre 2020 et 2021.
19. Ces acquis tirent leur source en partie de l'existence des cantines scolaires qui participent au maintien des élèves à l'école mais restent insuffisantes et inégalement réparties sur toute l'étendue du territoire national. L'absence des cantines scolaires est plus observée en milieu communautaire où la quasi-totalité des écoles en sont dépourvues. On note qu'en 2019, aucune cantine scolaire n'était fonctionnelle dans le Bafing. Ils s'enracinent, par ailleurs, dans la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO) qui oblige tous les enfants de 6 ans à être scolarisés et maintenus dans le système éducatif jusqu'à l'âge de 16 ans et à la politique genre du ministère visant la scolarisation de la jeune fille dont le taux d'achèvement reste en constante évolution avec un bond qualitatif d'au moins 2,5 points par année scolaire depuis celle de 2018-2019 et de 5,2 points en général passant de 79,8% de cette même année à 85,0% en 2020-2021 (MENA, p.97). Ils se prolongent dans le programme « Côte d'Ivoire solidaire », qui entend aller plus loin dans l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du système éducatif pour que chaque enfant, quelles que soient ses origines et ses conditions sociales, ait accès à une bonne éducation¹¹.
20. Cependant, ce tableau est assombri par les compétences insuffisantes en lecture (40,5%) et en mathématiques (17,2%) des enfants terminant le primaire¹² du fait de la non maîtrise de l'alphabet. Les résultats du PASEC indiquent que 28,3% des élèves en début de scolarité ne lisent correctement en moyenne aucun mot en une minute. Par ailleurs, le déni de scolarisation à 2,13% des enfants en âge d'être scolarisés à l'entrée du système éducatif au motif de l'insuffisante capacité d'accueil des structures éducatives et le démarrage tardif des cours surtout en zone rurale renforcent la problématique de l'alphabétisation et des apprentissages.

Graphique 2 : Evolution du taux d'achèvement au primaire selon le sexe de 2019 à 2022



Source : *Annuaire statistiques DSPTS 2019 à 2022*

Indicateur 4.1.2 : Taux brut de Scolarisation

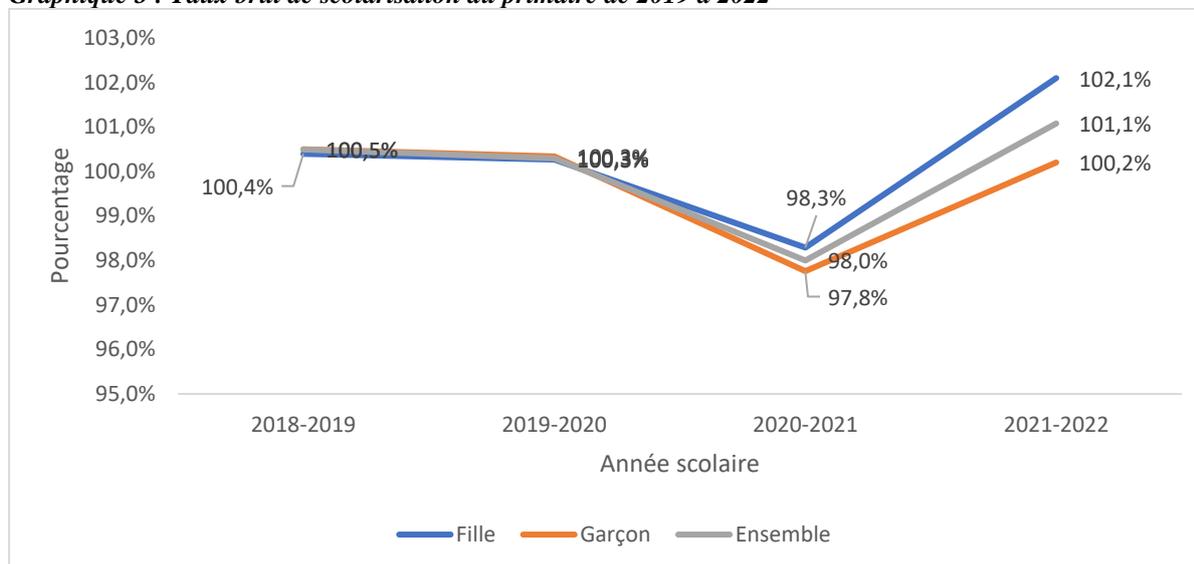
21. Le **Taux brut de scolarisation au primaire**, quasi stable en 2018-2019 (100,5%) et 2019-2020 (100,26%), a connu une régression de l'ordre de 2,48% en 2020-2021 (98,02%) pour ensuite remonter 101,1% en 2021-2022. La crise sanitaire du Covid-19 dont le premier cas, bien qu'ayant été rapporté en mars 2020 et son

¹¹ <https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=13010&d=1>

¹² PASEC, 2019.

corollaire de fermeture des écoles pendant deux mois durant et sa réouverture juste pour les examens de fin d'année justifierait cette baisse constatée en 2021. Le contexte sociologique actuel du pays caractérisé par le manque de repère des enfants et adolescents, la démotivation des parents faute d'insertion professionnelle des diplômés et l'absence de modèle de réussite sous-tendent en sus cette baisse. Elle tient par ailleurs de la disparité entre la scolarisation des filles et des garçons suivant les régions.

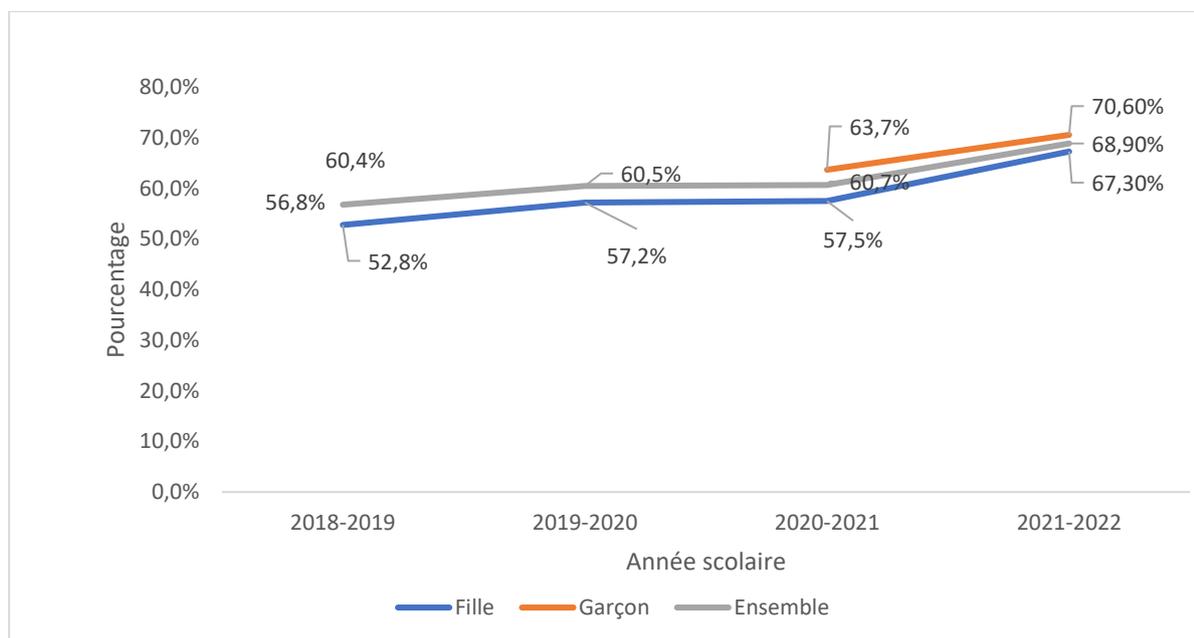
Graphique 3 : Taux brut de scolarisation au primaire de 2019 à 2022



Source : Annuaire statistique DSPS 2019 à 2022

22. Le **Taux d'achèvement du premier cycle secondaire** (Graphique 4), estimé à 60,7% en 2021, rend compte d'une amélioration de 3,72 points comparativement à la performance de 2019 (56,78%). Les facteurs explicatifs de cette amélioration tiennent aux mesures prises par le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) pour réduire le redoublement, aux campagnes intensives de sensibilisation en vue de la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et les grossesses en cours de scolarité singulièrement dans le Hambol (Katiola, Dabakala et Bonierédougou) du 1^{er} au 7 mars 2022 qui restent encore un problème social important du fait de l'absence de structure d'hébergement pour les élèves, du refus de l'accueil des élèves en provenance des villages par les ménages citadins qui conduisent à une responsabilisation prématurée de jeunes-adolescents obligés de jouer le double rôle d'élève et de parent. A cela s'ajoute le faible nombre d'établissements publics secondaires de proximité dans les zones rurales qui poussent les enfants à aller en ville dans la mesure où plus de 85% des établissements secondaires sont en zone urbaine. Les perspectives, dans ce domaine, s'annoncent édifiantes avec la construction de neuf (09) lycées de filles avec internat (Abobo, Aboisso, Adzopé, Bondoukou, Boundiali, Daloa, Dimbokro, San Pedro, Odienné) dont la livraison est prévue pour la rentrée scolaire 2023-2024. Il en va de même de l'adoption par le gouvernement, le 9 décembre 2020, de la politique genre du MENA et l'élaboration du Plan d'Accompagnement Individualisé (PAI) des élèves filles en contre-performance scolaire et en difficulté d'apprentissage couvrant la période d'avril 2021 à février 2022.

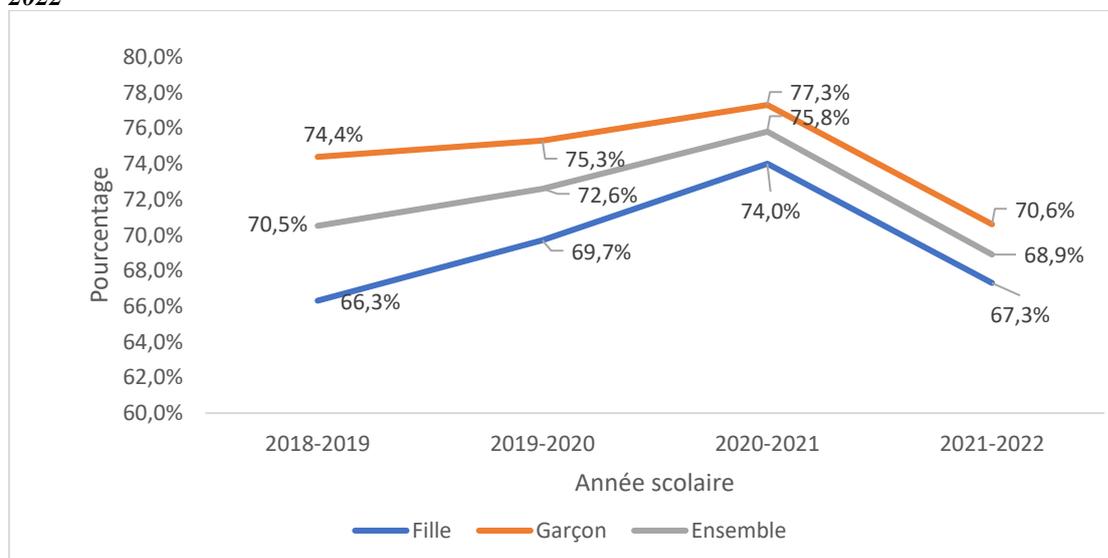
Graphique 4 : Taux d'achèvement au premier cycle du secondaire selon de sexe de 2019 à 2022



Source : Annales statistiques DSPTS 2019 à 2022

23. Le **Taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire** (Graphique 5) a connu une croissance de 70,5% en 2019 à 75,8% en 2021 et une baisse en 2022 matérialisée par un taux de scolarisation de 68,9%. Les efforts conjugués de la sensibilisation des parents sur la scolarisation de la jeune fille et du développement d'un programme de construction de nouveaux collèges fondent les progrès constatés. Cependant, la démotivation des parents faute d'insertion professionnelle des diplômés et l'absence de modèle de réussite pour ces générations d'élèves participent à inverser la tendance de la scolarisation. Par ailleurs, la fréquence des grossesses scolaires, les mariages précoces, l'impossibilité souvent pour la jeune fille de ne pouvoir reprendre le cursus scolaire après un échec au motif de l'insuffisance des ressources financières du ménage et les violences de genre en milieu scolaire renforcent la problématique de la scolarisation de la jeune fille.

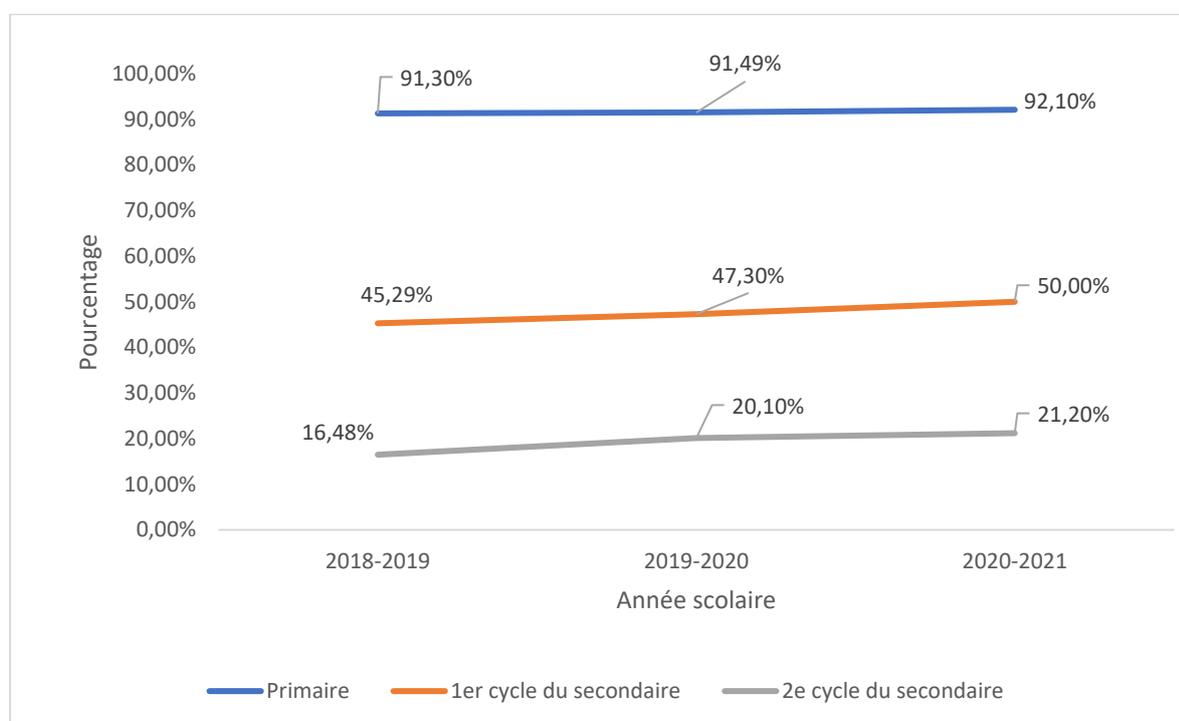
Graphique 5 : Evolution du taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire selon le sexe de 2019 à 2022



Source : *Annuaire statistique DSPS 2019 à 2022*

24. Le **taux net de scolarisation** dans les différents cycles de l'enseignement général connaît une évolution sensible (Graphique 6). Cette tendance est observée au sein de chaque cycle avec une nette évolution de 3,62 points au niveau du second cycle du secondaire entre 2018-2019 et 2019-2020. Il ressort cependant une déperdition de près de la moitié du taux net de scolarisation du cycle primaire au premier cycle du secondaire. Cette déperdition est prononcée entre les deux cycles du secondaire avec un écart de plus de la moitié dudit taux. A titre illustratif, alors que le taux net de scolarisation est de 50,0% au premier cycle du secondaire en 2020-2021, il n'est que de 21,20% au second cycle du secondaire pour la même année scolaire. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Ils ont trait à la gouvernance du système éducatif en termes de recrutement des formateurs, de recyclage des enseignants (absence de formation continue), de dilution du contenu des manuels d'apprentissage qui ôtent la réflexion réduit à minima le niveau de réflexion chez les enfants. Ils se prolongent dans l'absence de suivi scolaire des élèves par les parents et l'existence des examens scolaires qui se présentent comme un filtre infranchissable pour nombre d'élèves ayant accumulé des lacunes durant le parcours au sein du cycle scolaire.

Graphique 6 : Evolution du taux net de scolarisation dans les différents cycles de l'enseignement général de 2019 à 2021



Source : *Annuaire statistique DSPS 2019 à 2021*

Cible 4.6 : D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter

25. Malgré la priorité accordée au secteur éducatif et les progrès enregistrés dans l'alphabétisation, l'accès à l'éducation reste une question centrale dans le pays. Les indicateurs situent à 63,8% le taux d'alphabétisme chez les hommes tandis qu'il se limite à 47,2% chez les femmes dans la population générale^{13,14}. Dans le secteur agricole, pilier de l'économie ivoirienne, ce taux relativement élevé l'est davantage au détriment des femmes ; toute chose qui constitue un handicap certain pour la modernisation du secteur agricole et de la quasi-totalité des autres secteurs au regard du rôle prépondérant de la femme dans la vie socioéconomique des communautés.

¹³ MICS, 2016

¹⁴ www.linodrome.com/education/71108-alphabetisation-en-cote-d-ivoire-47-2-pour-les-femmes-contre-63-8-pour-les-hommes

26. Le renforcement de l’alphabétisation fonctionnelle dans la dynamique de faire des Institutions de Formation et d’Education de la Femme (IFEFF) des « maisons de la femme qui se veulent un espace de formation, d’information, d’échanges et de protection » a permis d’alphabétiser au moins 6 354 femmes d’âge compris entre 18 et 60 ans sur l’ensemble du territoire national entre 2018 et 2021¹⁵. Cette démarche a été sous-tendue par la création de plusieurs antennes d’alphabétisation dans les marchés, les groupements, etc. L’existence de dix-sept maisons digitales dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Maison digitale » avec la collaboration de la Fondation Orange Groupe contribue à l’autonomisation, la promotion de l’inclusion numérique et l’insertion professionnelle des femmes.
27. L’implication de la société civile, à travers des interventions in situ basées sur l’usage des Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) dans les activités courantes des femmes, réhausse les compétences techniques de ces actrices du développement et contribuent à améliorer le niveau d’alphabétisation. A titre illustratif, lauréate du prix international d’alphabétisation Conficius, l’organisation non gouvernementale (ONG) Groupement des Alphabétiseurs par les Technologies de l’Information et de la Communication (GA-TIC), à travers un programme d’alphabétisation par les TIC, a permis de former dans les marchés 1 500 femmes dans un cadre partenarial avec l’UNESCO et Nestlé dans l’objectif de les rendre davantage autonomes dans la gestion de leurs activités.
28. Le contexte national s’enrichit, par ailleurs, de l’existence d’acteurs confessionnels tels que la structure islamique d’éducation (SIE). Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale d’intégration des enfants des structures islamiques d’éducation dans le système éducatif officiel, 101 890 enfants ont été intégrés¹⁶; ce qui participe à améliorer leur niveau d’apprentissage
29. Ce contexte national bénéficie par ailleurs de l’existence de la stratégie de l’UNESCO pour l’alphabétisation des jeunes et des adultes (2020-2025)¹⁷ à travers la coordination de la Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d’alphabétisation (RAMAA) dans le cadre du protocole d’accord avec l’Institut de l’UNESCO pour l’apprentissage tout au long de la vie (UIL). Ce cadre de collaboration bilatérale s’enrichit de la stratégie de l’Alliance mondiale pour l’alphabétisation dans le cadre de l’apprentissage tout au long de la vie (GAL)¹⁸ pour la même période auxquelles le pays a souscrit.
30. Le potentiel de la Côte d’Ivoire, dans la dynamique de l’amélioration des compétences en matière d’alphabétisation, repose sur l’existence i) d’une Direction de l’Alphabétisation et de l’Education Non Formelle (DAENF) logée au Ministère de l’Education nationale et de l’Alphabétisation (MENA), ii) d’un Institut universitaire représenté par l’Institut de Linguistique Appliquée (ILA) qui depuis quatre décennies conduit des recherches en matière d’alphabétisation, iii) des enseignants-chercheurs ayant pour spécialisation cette problématique, des étudiants en Master et des Doctorants en alphabétisation et iv) de nombreux centres d’alphabétisation disséminés sur toute l’étendue du territoire¹⁹.
31. L’engouement des bénéficiaires pour l’alphabétisation traditionnelle ou générale et fonctionnelle s’explique par l’opportunité qu’elle offre de réunir des personnes de plusieurs secteurs d’activité ou de métiers différents pour le renforcement de leur résilience. Elle participe en quelque sorte à résoudre le problème de l’insuffisance des animateurs et à accroître à terme la productivité économique des apprenants²⁰.
32. Le principal medium d’alphabétisation est le français, langue officielle du pays. Cependant le registre de langue, utilisé dans les supports, beaucoup trop académiques pour des adultes débutants, n’ayant aucune notion basique du français ne favorise pas une assimilation des contenus d’apprentissage du fait de sa non-adaptation au registre familier ivoirien. Elle tient en sus au contenu thématique des manuels d’alphabétisation qui touche timidement les populations cibles à cause de la non prise en compte des réalités professionnelles typiques à chaque catégorie d’analphabète et de la diversification de la population ciblée par les mêmes

¹⁵ Les données indiquent que 2 572 auditrices de 18 à 60 ans en 2018, 2013 en 2020 et 1 648 en 2021.

¹⁶ UNICEF, 2019. Appui stratégie nationale d’intégration des enfants des structures islamiques d’éducation dans le système éducatif officiel, 45p.

¹⁷ UNSECO, 2019. Stratégie de l’UNESCO pour l’alphabétisation des jeunes et des adultes (2020-2025), 40^{ème} session, Paris, 12p.

¹⁸ UNESCO, Institut de l’UNESCO pour l’apprentissage tout au long de la vie, 2020. Alliance mondiale pour l’alphabétisation dans le cadre de l’apprentissage tout au long de la vie (GAL) : Stratégie 2020-2025, Hambourg Allemagne

¹⁹ UNESCO, 2021. Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d’alphabétisation (RAMAA)

²⁰ Yeo Soungari, 2015. Identification des typologies d’alphabétisation susceptibles de lutter efficacement contre l’analphabétisme des adultes en Côte d’Ivoire

manuels de lecture²¹. Cette situation justifie l'approche pédagogique suggérée dans le Plan sectoriel Education-Formation qui vise à coupler l'apprentissage du français avec la langue locale dans les centres installés dans les zones à prédominance linguistique²².

Déterminants de l'alphabétisation et des apprentissages dans les régions

Les déterminants de l'alphabétisation et des apprentissages tiennent à :

- **La volonté politique traduite par l'existence d'une direction de l'alphabétisation engagée dans le développement de l'offre d'alphabétisation et d'éducation non formelle, la coordination des actions dans le secteur de l'éducation non formelle y compris l'appui aux structures intervenant dans le secteur, la promotion de l'alphabétisation fonctionnelle.**
- **La coordination des interventions qui reste diffuse du fait d'une faible synergie d'action au regard de la diversité des acteurs.**
- **La faible mobilisation des acteurs tant en termes logistiques qu'au niveau de l'implication des collectivités territoriales.**
- **L'insuffisante demande à l'alphabétisation par la population.**
- **Les conditions socioéconomiques et la perception de l'éducation.**

33. Processus permettant à toute personne en âge de parler et de comprendre d'acquérir des connaissances et des compétences de base en lecture, en écriture et en calcul écrit, ne tenant compte ni du sexe, ni de la religion, ni du statut social des individus et reconnu comme un droit universel, l'alphabétisation et l'apprentissage pour acquérir des compétences s'avèrent être de plus en plus indispensables au développement de la Côte d'Ivoire et à l'épanouissement de sa population. Cependant la mise en œuvre de l'alphabétisation et des apprentissages reste soumise à certains déterminants d'ordre politique et technique se rapportant d'une part à l'engagement national et régional, la participation des bénéficiaires et d'autre part à la coordination des interventions, la mobilisation logistique, la demande à l'alphabétisation et les conditions socioéconomiques des parents.
34. L'existence d'une direction centrale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle traduit l'engagement national à la réalisation de l'alphabétisation et des apprentissages pour soutenir le socle de développement durable du pays. Dans son ambition d'améliorer la coordination de l'action gouvernementale en matière d'alphabétisation en vue de réduire de façon substantielle le taux d'analphabétisme, ladite direction procède au développement de l'offre d'alphabétisation et d'éducation non formelle, coordonne les actions dans le secteur de l'éducation non formelle y compris l'appui aux structures intervenant dans le secteur, promeut l'alphabétisation fonctionnelle.
35. La participation des bénéficiaires sous-entend que dans sa mise en œuvre aux plans national et régional, la valeur et les objectifs du programme d'alphabétisation apparaissent pour les groupes cibles comme correspondant aux intérêts linguistiques et économiques de la communauté. La verticalité des programmes avec une faible implication des collectivités territoriales en tant qu'acteurs de développement limite cette participation des bénéficiaires.
36. Le déterminant relatif à la coordination invite implicitement l'ensemble des acteurs institutionnels aussi bien au niveau national que régional à une synergie d'action ; gage d'une communication synchronisée avec une distribution de rôle favorisant une efficacité des interventions d'alphabétisation. Cette coordination reste diffuse dans la mesure où sur le plan national, divers secteurs en ont la responsabilité sans une réelle synergie d'action entre eux. Pourtant sur le plan national, la réalisation de l'alphabétisation et des apprentissages doit s'inscrire dans un cadre unique dont la planification des interventions permettrait de répondre à des objectifs de développement correspondant aux priorités du pays.

²¹ Méama Coulibaly et Assata Miwognou Camara, 2020. *Analyse critique des manuels d'alphabétisation élaborés en français in Ziglôbitha, Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations Université Peleforo Gon Coulibaly- Côte d'Ivoire*, pp 29-40.

²² MENETFP & MESRS, 2017. *Plan sectoriel education/formation 2016-2025*, p.46

37. La mobilisation, vue ici en termes logistiques, consiste à préparer les matériaux et programmes pédagogiques, à obtenir l'appui des médias, à favoriser le volontariat, à mettre en place des services d'information et de conseil, et enfin, à instaurer des systèmes permettant d'assurer la réalisation et la rétention de l'alphabétisme. La disparité ou l'inégale répartition des centres en charge de l'alphabétisation sur le territoire national limite ainsi l'action de l'alphabétisation (*Tableau 1*).

Tableau 1 : Répartition des centres d'alphabétisation, des apprenants et des animateurs de 2019 à 2022

	2018-2019			2019-2020			2020-2021			2021-2022		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Centres/ Animateurs	1 387	811	2 198	1 571	851	2 422	1440	805	2245	1 565	954	2 519
Filles	20 841	13 383	34 224	22 068	13 539	35 607	17913	12762	30675	22 048	15 305	37 353
Total	32 560	23 467	56 027	33 499	23 487	56 986	28029	21413	49442	33 260	25 379	58 639

Source : *Annuaire statistique DSPS 2019 à 2022*

38. Reconnue comme un des droits fondamentaux de l'homme, la demande à l'alphabétisation semble ne pas retenir l'attention des populations ivoiriennes. En effet une part relativement importante soit n'a jamais été scolarisée soit est sorti très tôt du système formel d'éducation sans avoir acquis les compétences nécessaires pour disposer d'une résilience suffisante à son épanouissement social. Ce droit naturel à une éducation élémentaire reste insuffisamment sollicité alors qu'il conditionne tout ce qui se fait, favorise la prise de conscience et renforce la résilience.

39. Les conditions socioéconomiques et la perception de l'éducation conditionnent fortement l'alphabétisation et les apprentissages. Il ressort ainsi une réticence des parents à la scolarisation principalement dans les classes les plus dépourvues financièrement. La méconnaissance de l'apport de la préscolarisation dans le développement intégré du jeune enfant, la non-perception de l'intérêt de l'éducation préscolaire bien que cela contribue à l'amélioration de la qualité des apprentissages et l'insuffisante disponibilité d'infrastructures d'accueil fondent le faible engouement des parents à inscrire leurs enfants dans les écoles préscolaires et primaire. La rétention des filles dans le système éducatif et le profil socio-économique (milieu ou région de résidence et niveau de revenu du ménage d'origine) continuent de jouer un rôle prépondérant dans le parcours éducatif et les performances scolaires et académiques.

Impact du Covid-19 sur les programmes et projets liés à l'alphabétisation et à l'amélioration des apprentissages

- **Le Covid-19 s'est présenté comme un élément perturbateur du système éducatif dans la mise en œuvre de l'alphabétisation et des apprentissages avec comme résultante une diminution modérée des acquis dans ce domaine, une démotivation et une insuffisante appropriation des dispositifs alternatifs relatifs à l'éducation à distance, des décrochages inattendus et des grossesses.**
- **Le Covid-19 a cependant montré la flexibilité du système éducatif et sa capacité à s'adapter au changement avec la réorganisation des apprentissages intégrant les cours en ligne grâce à un plan de riposte adapté, l'utilisation plus grande et diversifiée du numérique dans l'enseignement et la formation et réduit les inégalités dans l'appropriation des contenus d'enseignement.**

40. *Perturbation du système éducatif et du lien éducationnel.* La crise sanitaire du Covid-19 a fortement perturbé le système éducatif national. La fermeture des établissements scolaires et universitaires due au Covid-19 pendant deux mois a participé à la rupture du lien éducationnel traditionnel entraînant de facto une diminution modérée des acquis des apprentissages. Bien que la fermeture des établissements d'enseignement formel ou non n'ait été observée que pour une brève période, elle a constitué un handicap certain pour les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés qui ont été les plus touchés par cette crise de l'apprentissage, perdant ainsi leur droit à l'éducation et dont les conséquences pourraient compromettre le développement du pays en termes de pauvreté, d'inégalité, de changement climatique et de santé publique. Cette situation de fermeture

des établissements scolaires et parascolaires participe à l'insuffisante capacité en lecture des enfants et au renforcement de la vulnérabilité linguistique de nombreuses personnes inscrites dans les programmes d'alphabétisation.

41. **Décrochage scolaire.** Le Covid-19 a occasionné des décrochages inattendus²³. Un taux de décrochage de 4,3%, représentant 8 885 enfants n'ont pu reprendre les classes pour diverses raisons. Si cette situation semble marginale à l'échelon national, la situation de certaines Directions régionales de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique (DRENET) dont celle de Boundiali avec un taux de décrochage de 15% interpelle²⁴.
42. **Renforcement de l'inégalité d'accès des filles à l'apprentissage.** La fermeture des écoles et l'apprentissage à distance ont affecté de manière disproportionnée les élèves filles et les étudiantes. Plusieurs filles, de l'école primaire et à la fin du cycle secondaire, ont dû abandonner l'école ou n'ont pu avoir accès à l'enseignement en raison des répercussions socioéconomiques de la pandémie, y compris de la nécessité de générer des revenus et de l'augmentation des responsabilités ménagères et des soins aux enfants. En effet, la baisse des revenus, d'en moyenne 30%, a plongé plus de 1 620 777 ménages supplémentaires dans la pauvreté a été préjudiciable à l'éducation en générale et à celle des filles en particulier qui sont discriminées au profit des garçons.
43. **Démotivation, insuffisante appropriation des dispositifs d'apprentissage et grossesse.** Avec la fermeture des établissements scolaires et universitaires due au Covid-19, la distraction, la démotivation ont été observées chez les apprenants des ménages vulnérables entraînant de facto une insuffisante appropriation des dispositifs d'apprentissages alternatifs relatifs à l'éducation à distance proposés par le gouvernement. Celle-ci a été renforcée par la monopolisation de la télévision par les adultes aux heures de diffusion des cours à distance et la charge des activités domestiques ou commerciales dévolues aux enfants pendant le confinement des apprenants^{25,26}. Ainsi, la fille de 10 ans consacre 4,64 heures par semaine aux activités domestiques et de soins non rémunérés tandis que les garçons du même âge n'en consacrent que 2,11 heures par semaine. La fille de 18 ans en consacre 9,69 heures contre 3,21 heures pour le jeune garçon du même âge²⁷. En outre, à la réouverture des classes, 168 cas de grossesses ont été constatés au niveau national aussi bien au cours moyen 2^{ème} année (CM2) qu'en 3^{ème} et en terminale menaçant ainsi la capacité des filles à accéder à l'éducation et à la poursuivre²⁸.

²³ Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, 2021. *Evaluation des cours à distance et de la réouverture de l'école dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 : rapport d'évaluation*, DSPS, Unicef, Abidjan, 78p.

²⁴ UNICEF, 2021

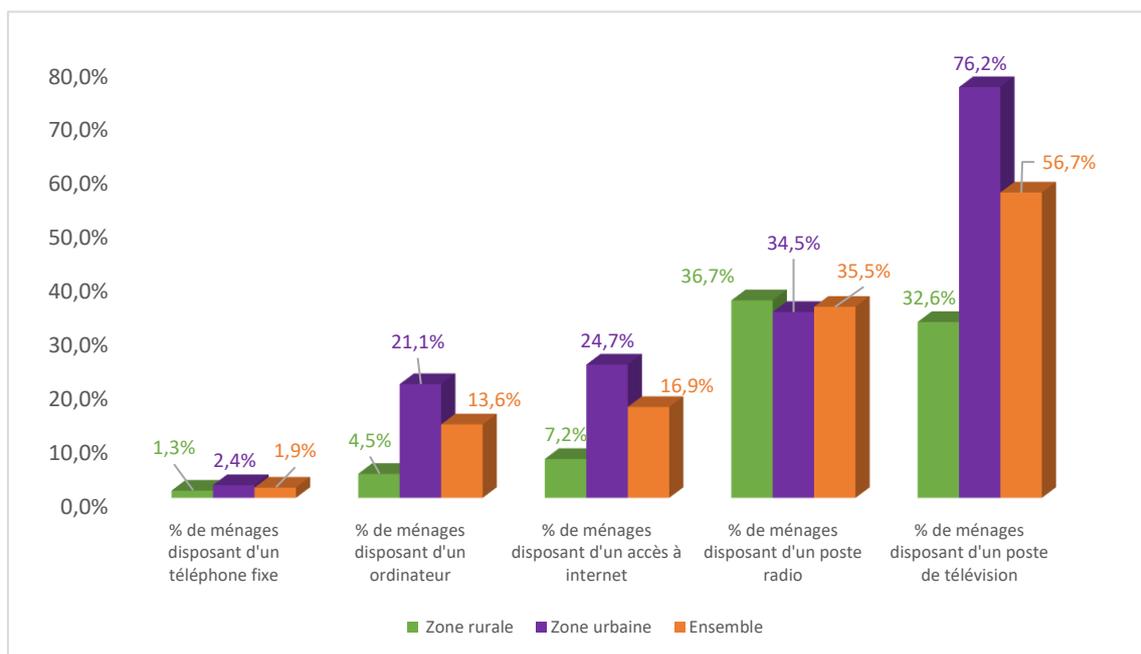
²⁵ USAID, 202x. *Rapport de recherche-action-conséquences Covid*

²⁶ UNESCO, 2020. *Analyse qualitative : Maladie à Coronavirus (COVID-19) en Côte d'Ivoire. Quelles conséquences sur les ménages vulnérables et les services sociaux de base ?*

²⁷ Konan et al., 2021

²⁸ MENETFP et UNICEF, 2020

Graphique 7: Accès des ménages aux TIC au cours de l'année 2019



Source : ARTCI, 2019

44. **Adaptation et continuité des apprentissages par les TIC.** Si la rupture des apprentissages en mode présentiel semble être l'aspect le plus visible de la crise sanitaire du Covid-19 sur le système éducatif, elle aura toutefois favorisé leur réorganisation dans des conditions inhabituelles avec l'introduction des cours en ligne, la rotation des groupes de classes, etc. pour assurer la continuité des apprentissages. L'appui de l'UNICEF au Gouvernement, à travers le développement d'une stratégie nationale d'éducation à distance ainsi que la formation de l'ensemble de la chaîne de responsabilité pédagogique à l'utilisation des outils et d'une plateforme d'éducation à distance opérationnelle, reste un acquis probant dans le cadre de la riposte contre le Covid-19 au niveau des apprentissages. Concrètement sur le plan administratif, le travail à distance par visio-conférence a été promu. Sur le plan pédagogique, le choix du télé-enseignement a été opéré. Ainsi, le programme d'enseignement à distance « Mon école à la maison » a été mis en place pour permettre l'achèvement des programmes du troisième trimestre des élèves en classes d'examen (CM2, Troisième et Terminale), étendu par la suite aux classes de Première et de Quatrième²⁹.
45. **Opportunité des TIC en contexte Covid-19.** Le COVID-19 a ainsi renforcé l'usage du numérique dans les systèmes éducatifs aux divers niveaux du système éducatif ivoirien révélant l'usage du numérique à des fins éducatives comme une opportunité indiscutable. En effet, le Covid-19 offre l'opportunité d'une utilisation plus grande et diversifiée du numérique dans l'enseignement et la formation. En somme, elle engage le secteur éducation-formation à une intégration de l'intelligence artificielle dans l'alphabétisation et les apprentissages que la Côte d'Ivoire soutient^{30,31}.
46. En sus, l'adoption et la mise en œuvre du plan de riposte prenant en compte la situation spécifique des enfants issus des communautés les plus vulnérables et les plus défavorisées, au-delà de conduire à terme l'année scolaire 2019-2020, a permis d'éviter l'accroissement des inégalités préexistantes. Cependant, cette offre alternative des apprentissages a induit une insuffisante assimilation des enseignements eu égard au bref temps consacré à la dispensation desdits apprentissages. L'insuffisant accès des apprenants des zones rurales aux technologies de l'information et de la communication déployées dans le cadre de cette offre alternative ont été peu opérantes avec une efficacité limitée.

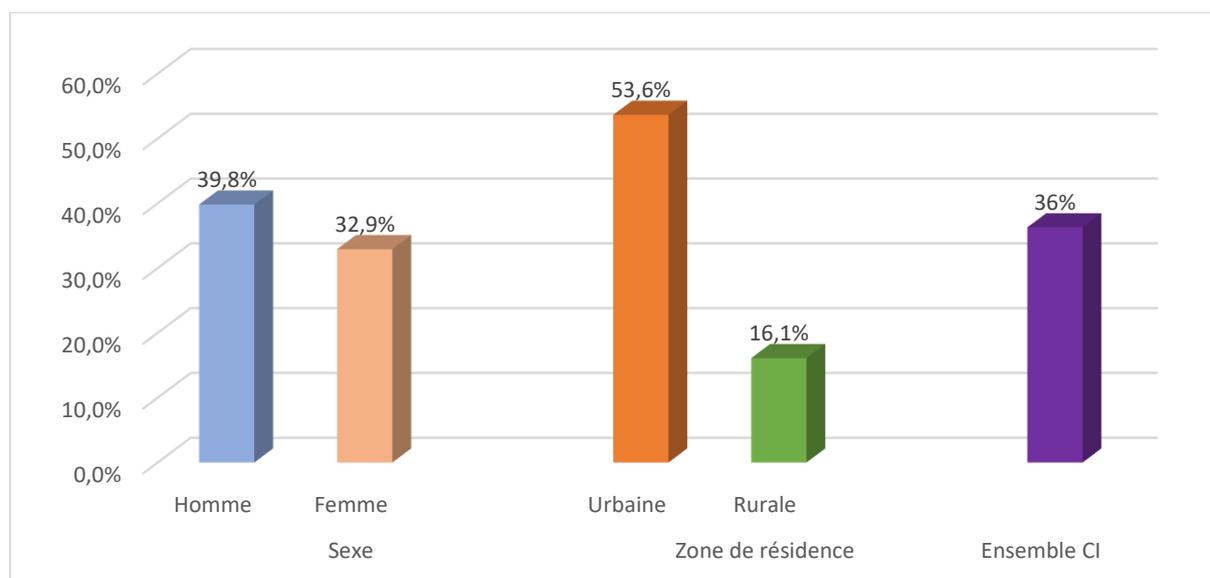
²⁹ Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, 2021. Évaluation standardisée des acquis scolaires des élèves des classes de CM2 et de 4e dans le contexte de la COVID-19, 68p.

³⁰ UNESCO, 2020. La Côte d'Ivoire pour une utilisation plus grande et diversifiée du numérique dans l'enseignement et la formation

³¹ UNFPA, 2020. Lutte contre la Covid-19 en Côte d'Ivoire : Le gouvernement du Canada et l'UNFPA accompagnent le renforcement de l'éducation à distance et la lutte contre les violences basées sur le genre.

47. **Adaptation des contenus d'apprentissage liés au handicap.** Face au Covid-19, l'on a assisté à une adaptation des apprentissages dans le contexte spécifique des enfants en situation de handicap. Il en est ainsi de la transcription en braille par exemple du contenu des enseignements à distance et la mise en place d'un service d'interprétariat en langue des signes pour les enfants malentendants lors de la diffusion des capsules. Par ailleurs l'offre d'équipements d'accompagnement (postes de radio, postes téléviseurs, téléphones portables, crédits de communication) pour permettre aux enfants de suivre les cours ont permis de prendre en compte la situation spécifique des enfants issus des communautés les plus vulnérables et les plus défavorisées pour éviter d'accentuer les inégalités préexistantes. Cette action étant limitée du fait du revers financier, le Covid-19 a occasionné une inégalité dans l'appropriation des contenus d'enseignements³².
48. **Effets pervers des TIC en contexte Covid-19.** Cependant cette continuité éducative instaurée par le gouvernement a touché partiellement la cible (71%)³³, renforçant l'idée d'apprenants laissés pour compte (29%) pour diverses raisons. D'emblée, la principale source d'information des enfants pour l'annonce des cours de continuité éducative est la télévision (52%)³⁴. La dominance de la télévision comme moyen d'information pose le problème de l'accès équitable des ménages ivoiriens et donc des enfants à ce média notamment en fonction des niveaux de vie (riches/pauvres) et du milieu (urbain/rural). En 2019, seulement 56,1% des ménages ivoiriens avaient accès à une télévision avec une prédominance des zones urbaines (76,2%) contre 32,6% en zones rurales³⁵ (Graphique 7). La diffusion des enseignements par ce média touche certes la majorité de la cible par rapport aux autres canaux, mais renforce les inégalités d'apprentissage déjà existantes entre riches et pauvres et entre zones rurales et zones urbaines. Cependant, indépendamment du sexe, la télévision reste le canal par lequel l'information a été reçue.

Graphique 8 : Utilisation d'Internet par la population ivoirienne selon sexe et le milieu de résidence en 2019



Source : Auteur à partir de ARTCI, 2019

49. **Compromission des apprentissages des enfants handicapés issus de familles vulnérables.** La pandémie a également compromis l'éducation des enfants et des adolescents handicapés et issus des familles les plus pauvres, dont l'accès à des services supplémentaires de nutrition, de santé et de bien-être dépend du système scolaire. Pendant la pandémie, de nombreux enfants et adolescents handicapés ont eu un accès limité ou inexistant à la réadaptation, à la physiothérapie et aux autres services essentiels à l'appui de leur apprentissage. Les normes d'accessibilité encore limitées des plateformes et du contenu numériques posent également des difficultés aux enfants et aux jeunes handicapés en ce qui concerne l'apprentissage à distance.

³² MENETFP, 2020. Plan de réponse du secteur éducation*formation contre le Covid-19

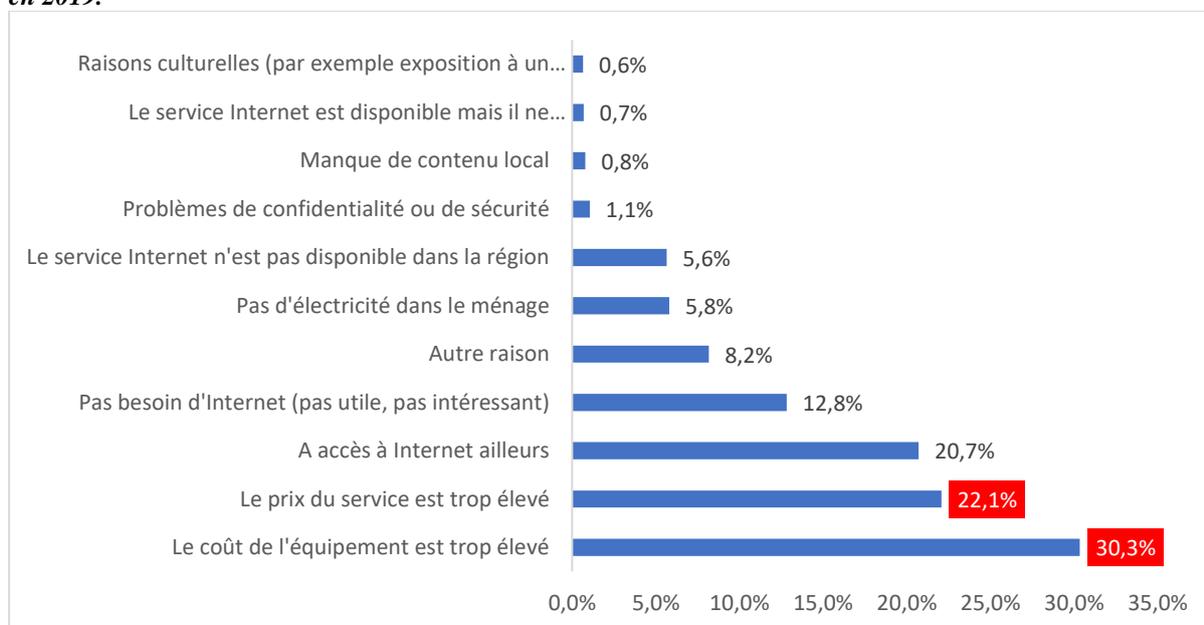
³³ IPA, 2020

³⁴ MENETFP et UNICEF, 2020

³⁵ ARTCI, 2019

50. **Interruption de programmes spécifiques visant l’alphabétisation et les apprentissages.** Le Covid-19 a occasionné l’interruption de certains programmes/projets comme le Programme d’Enseignement Ciblé (PEC) dans sa phase d’extension. La célérité de la réponse traduite par l’élaboration de 240 leçons de mathématiques et de lecture de 30 minutes diffusées par radio, adressées aux élèves de la première et de la deuxième année et ceux de la troisième à la sixième année élargissant ainsi la tranche d’âge cible au-delà de celle pendant la mise en œuvre en présentiel a permis de mitiger les effets du Covid-19 sur les apprentissages³⁶.
51. **Fracture numérique et accentuation des inégalités d’apprentissage au sein des populations vulnérables.** La crise sanitaire du Covid-19 a aggravé les problèmes d’apprentissage auxquels font face les groupes marginalisés et vulnérables et élargi le fossé numérique entre couches sociales et entre milieu (urbain/rural). En 2019, seulement 13,6% des ménages disposaient d’un ordinateur à domicile tandis que la proportion ayant un accès haut débit (3G/4G) à Internet n’était que 16,9%³⁷ (Graphique 8). Au niveau des individus, seuls 45,3% de la population avaient un accès fiable à Internet en 2020 contre 36,3% en 2019 avec un fossé entre hommes (39,8%) et femmes (32,9%) et entre zones urbaines (53,6%) et zones rurales (16,1%). Cette fracture numérique renforce les inégalités d’apprentissage à distance qui ont eu lieu durant la période du Covid-19 en Côte d’Ivoire pour des raisons de coût des équipements (ordinateurs, tablettes, etc.) jugés trop élevés (30,3%) et des prix du service Internet jugés également trop élevés (22,1%) par les ménages en 2019³⁸ (Graphique 8).

Graphique 9 : Raisons expliquant l’absence d’accès à internet (obstacles) dans les ménages en Côte d’Ivoire en 2019.



Source : Auteur à partir de ARTCI, 2019

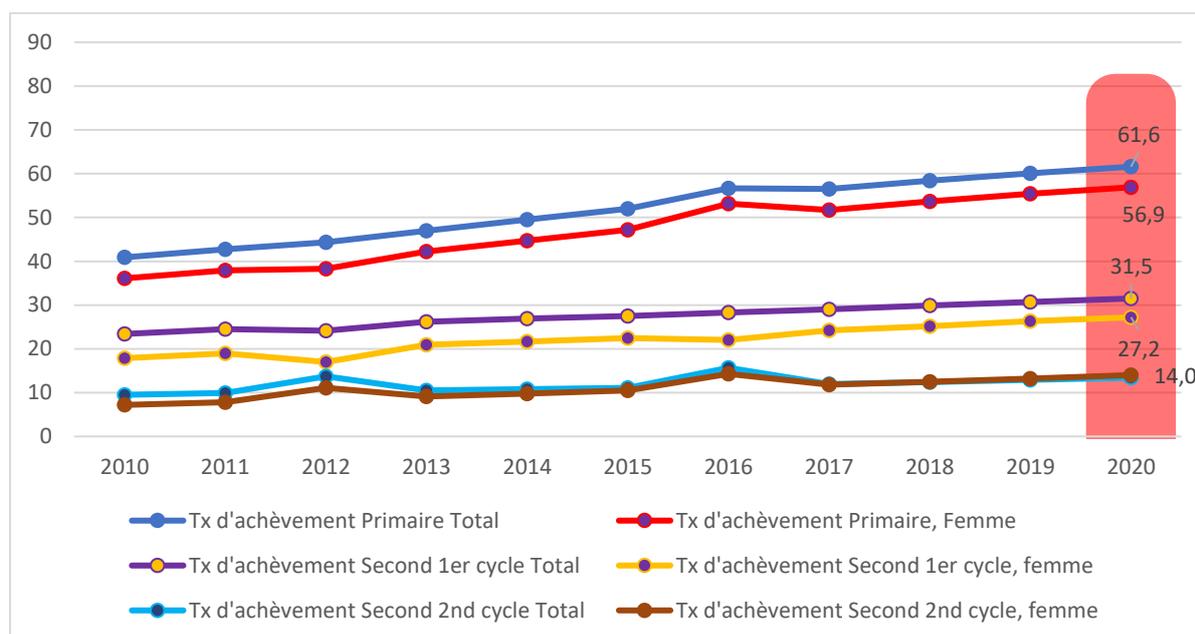
52. Les taux d’achèvement au primaire et au secondaire indépendamment des sexes sont tous en hausse de 2019 à 2020. Le Covid-19 n’a donc pas entraîné une baisse des taux d’achèvement. Cependant, les rythmes d’accroissement des taux d’achèvement de l’année 2020 sont plus faibles que ceux observés à l’année 2019 à l’exception des taux d’achèvement du 2^{ème} cycle du secondaire pour les femmes et du premier cycle du secondaire pour les hommes (Graphique 9). Ainsi, le Covid-19 s’il n’a pu entraîner une dégradation des résultats scolaires à cause des mesures de mitigation mises en œuvre par le Gouvernement dans le secteur Education-Formation au niveau du primaire et du secondaire, a néanmoins contribué à engendrer un ralentissement des taux d’achèvement scolaire.

³⁶ Molly Curtiss Wyss et Jenny Perlman Robinson, 2021. Renforcer les capacités en lecture et calcul des enfants en Côte d’Ivoire. L’histoire de la mise à l’échelle du PEC

³⁷ ARTCI, 2019

³⁸ Op. cit.

Graphique 10 : Evolution des taux d'achèvement au primaire et au secondaire par sexe de 2010 à 2020



Source : <https://tcg.uis.unesco.org/data-resources/>

Analyse des progrès dans la mise en œuvre des politiques ou stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages

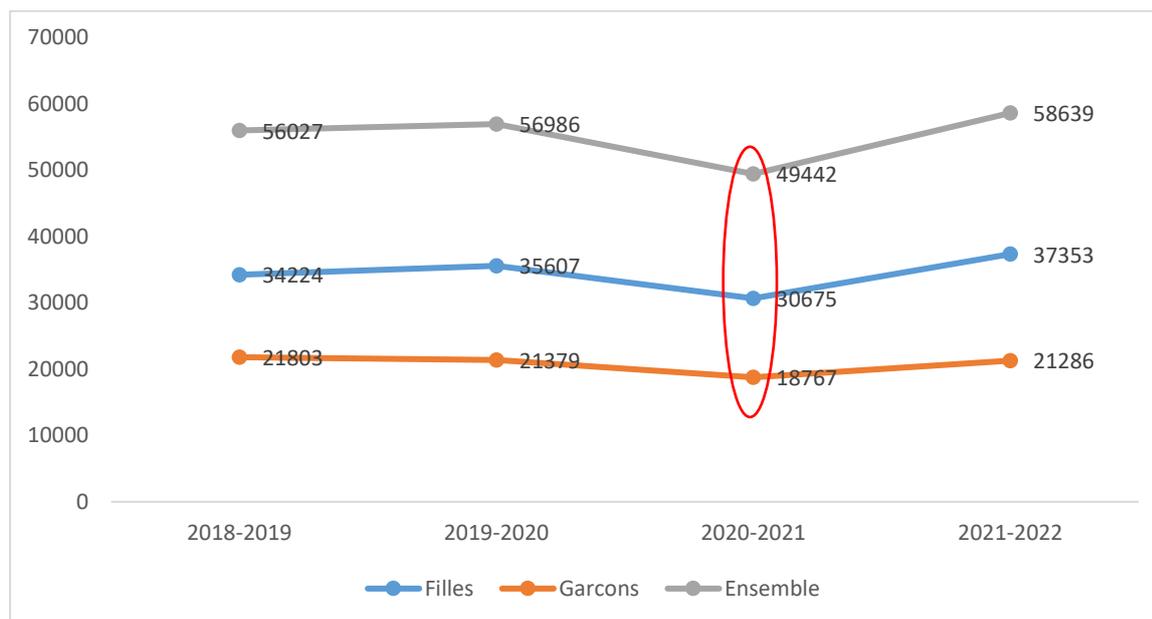
Les efforts consentis dans le secteur Education/Formation se traduisent par :

- **L'existence d'une programmation stratégique des sous-secteurs du primaire et de l'alphabétisation qui contribue à améliorer le niveau d'alphabétisation et des apprentissages même si des défis restent encore à relever.**
- **La démocratisation de l'accès à l'éducation grâce à une diversité d'initiatives qui rendent progressivement aptes une frange importante de la population à construire durablement les fondements de la nation dans son élan de développement durable.**
- **L'application de la loi sur la scolarité obligatoire qui reste toutefois contrariée par des facteurs contradictoires influant sur la motivation des parents à la respecter et la persistance du travail des enfants sur l'ensemble du territoire national.**

53. D'immenses efforts ont été fournis dans le secteur Education/Formation notamment dans sa composante alphabétisation et apprentissage dans la perspective de disposer de ressources humaines de qualité aptes pour le développement durable de la Côte d'Ivoire. Les progrès se traduisent par l'existence d'une programmation stratégique des sous-secteurs du primaire et de l'alphabétisation qui a pour effet d'améliorer le niveau d'alphabétisation et des apprentissages même si des défis restent encore à relever.

54. L'accès à l'éducation constitue le principal acquis dans la mise en œuvre des politiques ou stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages. La mise en œuvre de programmes spécifiques comme le Programme d'Education Ciblée (PEC), le Programme National d'Amélioration des Apprentissages Fondamentaux (PNAAF), le Teaching at the Right Level (TaRL) et l'implication du secteur confessionnel et de la société civile dans la question centrale de l'alphabétisation et des apprentissages participent à l'amélioration du taux d'alphabétisation et des apprentissages dans le pays. Ces programmes rendent ainsi progressivement apte une frange importante de la population à construire durablement les fondements de la nation dans son élan de développement durable. Le système montre ainsi sa capacité à produire des personnes alphabétisées dont l'effectif ne fait qu'augmenter.

Graphique 11 : Evolution du nombre d'apprenants par sexe



Source : *Annuaire statistiques DSPS 2019 à 2022*

55. Le déploiement de la politique genre qui ambitionnait i) la mobilisation sociale et le renforcement des capacités des acteurs du système éducatif sur la problématique du genre, ii) la création d'un environnement protecteur à travers la lutte contre les grossesses en cours de scolarité et les violences basées sur le genre, iii) l'amélioration de l'accès aux formations en Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STIM) et à l'employabilité, iv) l'amélioration de l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle et v) le développement de partenariats et de plaidoyer en faveur du genre a permis : i) l'adoption de la Politique Genre de l'Éducation Nationale par le Gouvernement en décembre 2020, ii) l'élaboration du Plan d'Actions quinquennal 2020-2024 et du Plan de Suivi-Évaluation y afférent, iii) l'élaboration de la Stratégie Nationale de Réintégration des élèves Filles enceintes/mères (SNREF) et iv) l'élaboration du Plan d'Accompagnement Individualisé (PAI) pour les élèves filles en difficulté d'apprentissage.

56. Par ailleurs, l'application de la loi sur la scolarité obligatoire qui offre l'opportunité d'une démocratisation de l'accès à l'éducation reste faiblement mise en œuvre dans les zones rurales du fait d'une conjugaison de facteurs contradictoires influant sur la motivation des parents à respecter la loi et sur la répartition du temps de leurs enfants entre l'éducation, le travail et les loisirs. La persistance du travail des enfants sur l'ensemble du territoire national engage un certain nombre d'acteurs à des initiatives à l'effet de réduire l'illettrisme dans le paysage ivoirien. En effet, en 2019, 17,1% des enfants âgés de 10 à 17 ans ont été impliqués dans une activité économique avec une proportion de garçons (17,7%) légèrement supérieure à celle des filles (16,5%). En milieu urbain notamment à Abidjan, les filles sont en revanche plus occupées à l'exercice d'une activité (12,7% comparativement aux garçons (11,9%))³⁹. Face à l'exercice par les enfants d'une activité économique à abolir « plus de 4 000 enfants à risque d'exploitation et victimes de travail des enfants ont été secourus et pris en charge pour une réinsertion familiale, scolaire ou professionnelle dans les structures spécialisées de l'Etat et des ONG »⁴⁰ par la direction de la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (DLTE).

Tableau 2 : Prévalence de l'occupation économique des enfants âgés de 10-17 ans selon le milieu de résidence et le groupe d'âge

Sexe	Abidjan		Autre urbain		Rural		Ensemble	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage

³⁹ Institut National de la Statistique, Direction Générale de l'Emploi, Agence Emploi Jeunes, 2020. Enquête nationale sur l'emploi en Côte d'Ivoire ENE 2019 : rapport final, Abidjan, 148p.

⁴⁰ République de Côte d'Ivoire, 2019. Plan d'action national de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants 2019-2021, 127p.

Fille	39 646	12,7%	122 450	14,4%	249 659	19,2%	411 755	16,5%
10-15 ans	17 985	9,5%	75 136	10,8%	155 079	17,7%	248 200	14,0%
16-17 ans	21 661	22,8%	47 314	28,2%	94 580	25,6%	163 555	25,9%
Garçon	47 049	11,9%	102 128	14,8%	202 212	21,4%	351 389	17,7%
10-15 ans	26 609	6,7%	60 286	11,4%	149 144	17,0%	236 039	13,5%
16-17 ans	20 440	22,8%	41 842	28,2%	53 068	25,6%	115 350	25,9%
Ensemble	86 696	12,3%	224 579	14,6%	451 870	20,4%	763 145	17,1%
10-15 ans	44 594	8,2%	135 422	11,1%	304 223	17,3%	484 239	13,7%
16-17 ans	42 102	27,1%	89 157	28,2%	147 647	32,0%	278 906	29,9%

Source : ENE, 2019

Principaux défis et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre des politiques/stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages

Les principaux défis et difficultés à la mise en œuvre des politiques/stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages portent sur :

- **Le plan scientifique, au contenu thématique des manuels d'alphabétisation élaborés en français ne prenant pas en compte des réalités professionnelles typiques à chaque catégorie d'analphabètes, à la diversification de la population ciblée par les mêmes manuels de lecture et au registre de langue beaucoup trop académique pour les adultes débutants, n'ayant aucune notion basique du français.**
- **Le plan social, à la stabilité de l'environnement politique et son corollaire de destruction des infrastructures et équipements économiques, sociaux et éducatifs et l'influence des croyances et des perceptions sur l'alphabétisation**
- **Sur le plan administratif, à l'insuffisance du service d'offre au regard des besoins et de la demande, la mauvaise compréhension de la notion d'alphabétisation fonctionnelle par les populations et par la plupart des acteurs et les errements conséquents dans la pratique, les limites du choix de la politique du faire faire et l'approche projet, etc.**
- **Sur le plan des ressources, à l'insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles et la faible mobilisation des financements internes et externes, à l'absence d'une stratégie de communication, à la faible appropriation des acteurs et à la faiblesse des mécanismes de coordination et de suivi.**

57. Malgré les bien-fondés de l'alphabétisation et de l'apprentissage dans le pays, des défis et difficultés sont perceptibles dans la mise en œuvre des politiques/stratégies visant l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages.
58. Sur le plan scientifique, bien qu'ayant donné les bien-fondés de l'alphabétisation, certains auteurs estiment que le contenu thématique des manuels d'alphabétisation élaborés en français et destinés aux adultes au niveau national, touche timidement les personnes concernées à cause de la non prise en compte des réalités professionnelles typiques à chaque catégorie d'analphabètes et aussi de la diversification de la population ciblée par les mêmes manuels de lecture. Aussi, les supports utilisent par moment un registre de langue beaucoup trop académique pour les adultes débutants, n'ayant aucune notion basique du français⁴¹.
59. Sur le plan social, selon le rapport du plan sectoriel éducation/formation 2016-2025⁴², les crises qui ont secoué le pays notamment la crise militaro-politique de 2002, la crise postélectorale de décembre 2010 à avril 2011, la crise postélectorale de 2020 suivie du Covid-19 ont entraîné la destruction et l'abandon des infrastructures et équipements tant économiques, sociaux qu'éducatifs sur l'étendue du territoire national surtout dans les zones Nord, Centre et Ouest du pays, provoquant ainsi le déplacement interne et externe des populations surtout vers la métropole. Aussi, tandis que les populations vivant au Sud du pays ont dépassé plus ou moins

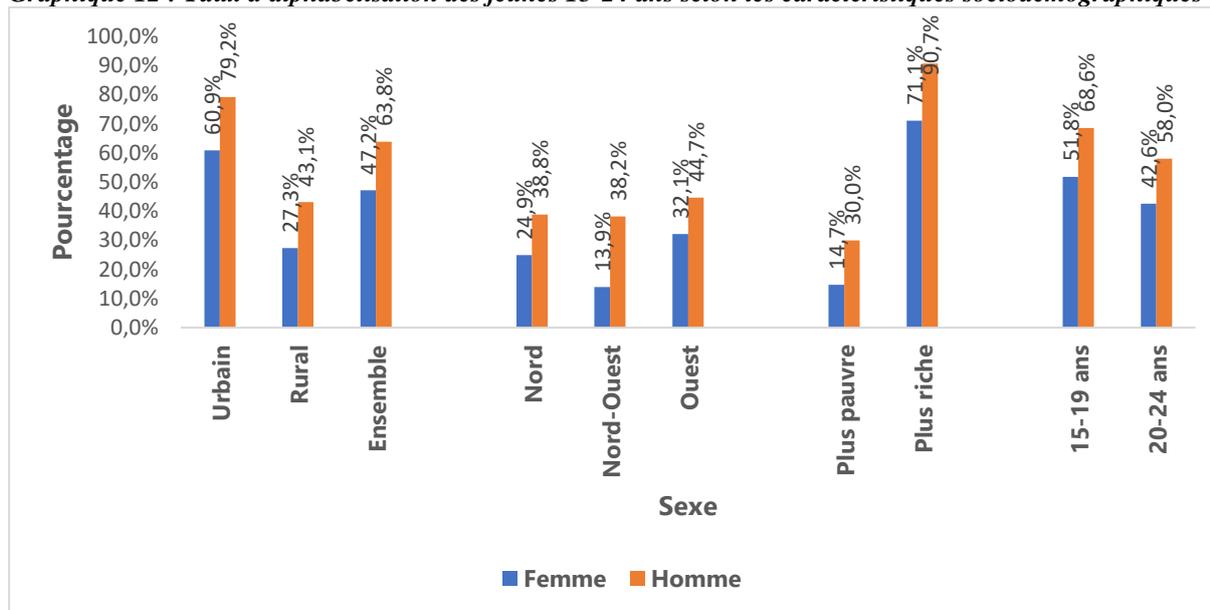
⁴¹ Coulibaly et Camara, 2020.

⁴² MENA, 2017. Plan sectoriel éducation/formation 2016-2025

l'influence des croyances et des perceptions sur l'alphabétisation, les zones Nord et Ouest du pays sont encore à la traîne.

60. Sur le plan administratif, le plan mentionné au paragraphe précédent, estime que les faiblesses de l'alphabétisation résident dans l'insuffisance du service d'offre au regard des besoins et de la demande, la mauvaise compréhension de la notion d'alphabétisation fonctionnelle par les populations et par la plupart des acteurs et les errements conséquents dans la pratique, les limites du choix de la politique du faire faire et l'approche projet, l'inefficacité du dispositif institutionnel et juridique, les conditions de mise en œuvre des programmes et projets d'alphabétisation peu performantes, la quasi inexistence d'une stratégie de pérennisation de l'action sur le terrain, l'impréparation de la post-alphabétisation qui est pourtant l'enjeu véritable de l'alphabétisation, et enfin, la faiblesse des statistiques suffisamment désagrégées et à jour.
61. Aussi, les grèves intempestives des enseignants, des élèves et étudiants, des difficultés d'insertion sur le marché du travail pour les diplômés sont un frein à l'alphabétisation. À cela s'ajoutent des disparités régionales, avec de moindres performances pour le Nord par rapport à l'alphabétisation. Par ailleurs des conditions d'apprentissage peu reluisantes et satisfaisantes du fait que la majeure partie des établissements primaires publics sont dépourvus d'infrastructures d'accompagnement de base telles que l'électricité, les points d'eau potable, les latrines et les cantines surtout dans le nord et l'ouest du pays. Dès lors, il est à noter que le pays ne bénéficie pas des effets positifs avérés d'une scolarisation primaire complète sur la réduction de la pauvreté, la productivité du travail et les changements de comportements individuels en matière de santé, de procréation, d'éducation, etc.
62. L'absence d'extrait d'acte de naissance malgré les dispositions en vigueur, la préférence des parents pour l'éducation de leurs enfants à travers les systèmes traditionnels, les pesanteurs socio-culturelles liées à la représentation du rôle social des femmes à qui sont assignées essentiellement des responsabilités relatives aux travaux domestiques et à la reproduction, conditionnent ainsi la scolarisation des filles. D'où la présence d'inégalités entre filles et garçons, dans le système éducatif ivoirien en début comme en fin de scolarité, et ceci en faveur des garçons.
63. Les efforts consentis pour améliorer l'alphabétisation sont plus perceptibles chez les jeunes notamment ceux de 15 à 19 ans. Cependant, des disparités existent entre les hommes et les femmes dans toutes les catégories sociodémographiques. En outre, d'importantes disparités existent entre le milieu rural et urbain, entre les plus riches et les plus pauvres et entre les régions. Ainsi, comparé au quintile les plus riches, il y a trois fois moins de jeunes hommes alphabétisés dans le quintile les plus pauvres. Cette tendance est plus accentuée lorsqu'il s'agit des jeunes femmes avec cinq fois moins de femmes alphabétisées chez les plus pauvres. De même, le niveau d'alphabétisme est considérablement plus faible dans le milieu rural comparé au milieu urbain. Les jeunes femmes du milieu rural ont deux fois moins de chance d'être alphabétisées que celles du milieu urbain. Les régions Nord et Nord-Ouest sont les plus affectées par l'analphabétisme et les femmes dans ces régions sont trois fois moins alphabétisées que celles au niveau national.

Graphique 12 : Taux d'alphabétisation des jeunes 15-24 ans selon les caractéristiques sociodémographiques



Source : MICS, 2016

64. Sur le plan des ressources, il existe une insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles, des contraintes d'ordre socioéconomique et culturel se situant au niveau même des populations concernées et du déficit de scolarisation primaire⁴³. Aussi, en ce qui concerne l'alphabétisation, des personnes peu ou pas instruites sont identifiées et les promoteurs privés ne sont pas assez nombreux en milieu rural contrairement au milieu urbain.
65. Les projections de financement du secteur alphabétisation représentent à peine un pour cent du budget total estimé pour la mise en œuvre du PSEF-2016-2025. En d'autres termes, les difficultés liées à l'accès à l'alphabétisation trouvent leur ancrage dans les coûts d'éducation élevés notamment dans le secondaire, le désintérêt de certains parents à scolariser leurs enfants, la perception des parents concernant l'aide sociale (activités ménagères et champêtres) et économique (travail des enfants) et la scolarisation, à la faible mobilisation des financements internes et externes, à l'absence d'une stratégie de communication, à la faible appropriation des acteurs et à la faiblesse des mécanismes de coordination et de suivi.
66. Par ailleurs, en Côte d'Ivoire, l'école conventionnelle se heurte à plusieurs difficultés du fait qu'elle ait exclues totalement de l'école les langues maternelles au profit du français que les apprenants maîtrisent mal, sans avoir aussi une base parfaite de leurs langues maternelles⁴⁴.

Bonnes pratiques et leçons apprises dans la lutte contre l'analphabétisme et l'amélioration des acquis scolaires

67. Les bonnes pratiques et leçons apprises dans la lutte contre l'analphabétisme et l'amélioration des acquis scolaires laissent comprendre que l'accompagnement des institutions en charge de l'éducation aux structures islamiques à travers la stratégie d'intégration des écoles islamiques dans le système formel d'éducation participe au maintien de milliers d'enfants dans des conditions optimales d'apprentissage.
68. L'introduction des TIC dans l'alphabétisation maintient un lien fonctionnel entre les enfants et les adultes apprenants à l'alphabétisation et participe au renforcement des connaissances et des compétences des populations déscolarisées, non scolarisées et de leur résilience.

⁴³ YEO Soungari, 2015.

⁴⁴ Noël Kouassi AYÉWA, 2016.

69. Le renforcement des capacités des éducateurs/éducatrices (enseignants, encadreurs, éducateurs spécialisés, etc.) est une condition nécessaire pour l'amélioration durable de la qualité de l'apprentissage.
70. Le fort leadership du gouvernement et le soutien continu dans la mise en œuvre des politiques et stratégies d'alphabétisation et d'apprentissage participent à encourager les parties prenantes à s'engager et à renforcer l'offre de service en vue de l'amélioration du capital humain.
71. La multiplicité des acteurs dans le domaine de l'alphabétisation et des apprentissages y compris le secteur confessionnel et la société civile participe au renforcement des connaissances et des compétences des populations déscolarisées, non scolarisées et renforce leur résilience.
72. La flexibilité et l'adaptabilité des partenaires pour répondre à un environnement qui change rapidement renforce la capacité à comprendre et à réagir à l'écosystème entourant toute intervention de mise à l'échelle et des principales parties prenantes impliquées.

V. RECOMMANDATIONS

73. Les recommandations suivantes sont formulées dans la perspective de l'amélioration de l'alphabétisation et des apprentissages :
74. Adapter les manuels d'alphabétisation aux réalités professionnelles typiques à chaque catégorie d'analphabètes y compris le niveau de langue pour favoriser une assimilation aisée du contenu des manuels et un usage dans leur quotidien.
75. Adopter la pédagogie par convergence qui s'appuie sur les similitudes structurelles entre les langues maternelles des écoliers et le français pour présenter à ces débutants les notions nouvelles à apprendre en français, langue officielle et langue d'enseignement. Ainsi, les apprenants acquerront facilement et durablement le français, réussiront leurs études et maîtriseront aussi bien leurs langues maternelles dans une approche ancrée dans la tradition et tournée vers la technologie.
76. Alphabétiser les parents d'élèves afin qu'ils puissent faire l'encadrement de leurs enfants à la maison.
77. Développer une politique de la lecture intégrant la mise en place de bibliothèque municipal aux fins de sensibiliser et d'encourager à la lecture.
78. Développer une stratégie assortie d'un plan de financement pour le passage à échelle des projets pilotes à fort impact sur la qualité des apprentissages et la réduction des inégalités en matière d'acquisition des compétences.
79. Equiper les établissements scolaires en infrastructures d'accompagnement de base telles que l'électricité, les points d'eau potable, les latrines et les cantines pour favoriser un apprentissage dans des conditions optimales.
80. Intégrer les initiatives pilotes ayant eu des impacts de haut niveau après évaluation dans la formation initiale des enseignants afin d'offrir l'opportunité au MENA d'étendre la formation sans encourir d'importants coûts supplémentaires.
81. Intégrer les initiatives pilotes ayant eu des impacts de haut niveau après évaluation dans la formation initiale des enseignants afin d'offrir l'opportunité au MENA d'étendre la formation sans encourir d'importants coûts supplémentaires.
82. Mettre en place un programme national de lecture et écriture qui met ensemble les bonnes pratiques tout en donnant des possibilités optionnelles ;
83. Poursuivre l'accompagnement des structures islamique d'éducation afin de renforcer l'alphabétisation et l'apprentissage des enfants.
84. Renforcer la capacité opérationnelle de coordination de la direction de l'alphabétisation par la création de structures opérationnelles de coordination dotées de capacités suffisantes pour la transformation ;

85. Renforcer la contribution financière de l'Etat dans le financement de l'alphabétisation et des apprentissages à travers la création de lignes budgétaires.
86. Sensibiliser les collectivités territoriales à une mobilisation interne des financements pour un investissement accru dans le système éducatif.
87. Sensibiliser les parents d'élèves en vue d'une plus grande implication dans l'encadrement de leurs enfants en leur fournissant les ressources éducatives (les manuels et le matériel scolaire) nécessaire à leur formation.
88. Sensibiliser les populations à la déclaration des naissances et l'établissement systématique de l'extrait d'acte de naissance afin de conférer une identité juridique à toute naissance vivante.
89. Sensibiliser les populations sur la nécessaire scolarisation de chaque fille en vue de favoriser son autonomie, la réduction de la pauvreté, des violences basées sur le genre et l'amélioration de la santé dans la communauté.

VI. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Noël Kouassi AYÉWA, 2016. Migrations, Diversité Linguistique et Apprentissage du Français pour des Systèmes Éducatifs Performants en Côte d'Ivoire et en Afrique Noire Francophone in Revue du CAMES Littérature, langues et linguistique Numéro 4, 1^{er} Semestre, pp.120-136

T.J. D'AGOSTINO AND BRIANNA CONAGHAN, 2021. Assessment-driven education reform as a path to instructional quality: Lessons from Uganda, POLICY & PRACTITIONER REPORT | JUNE 2021, PPR NO. 2, 11p.

Cabinet du Premier Ministre, 2022. Discours de SEM le Premier Ministre aux Journées des états généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation le 11 avril 2022

Confemen & PASEC, 2019. PASEC 2019 : Qualité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone performances et environnement de l'enseignement-apprentissage au primaire

Coulibaly et Camara, 2020.

Groupe de la Banque Mondiale, 2017. Le défi des compétences : Pourquoi la Côte d'Ivoire doit réformer son système éducatif ? Quatrième édition, 64p.

<https://www.fr.countryeconomy.com/demographie/idh/cote-d-ivoire>

<https://altacocio.com/classements/economie/developpement/classement-etats-par-indice-de-developpement-humain-monde.php>

<https://altacocio.com/classements/economie/developpement/classement-etats-par-indice-de-developpement-humain-afrique.php>

<https://www.unicef.org/cotedivoire/recits/des-centres-dalphabétisation-pour-lutter-contre-le-travail-des-enfants-dans-les-communautés#:~:text=Ce%20projet%20d%27alphabétisation%20est,1%27école%20par%20la%20suite.>

<https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=13010&d=1>

www.linfodrome.com/education/71108-alphabetisation-en-cote-d-ivoire-47-2-pour-les-femmes-contre-63-8-pour-les-hommes

Institut National de la Statistique, Direction Générale de l'Emploi, Agence Emploi Jeunes, 2020. Enquête nationale sur l'emploi en Côte d'Ivoire ENE 2019 : rapport final, Abidjan, 148p.

Institut National de la Statistique et AFRISAT, 2019. Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017. Abidjan-Côte d'Ivoire et Bamako-Mali : INS et AFRISAT, 75p.

Alain François Loukou, 2012. La diffusion de l'Internet en Côte d'Ivoire. Obstacles et implications The diffusion of the internet in Côte d'Ivoire. Obstacles and implications, Netcom-Réseaux, communication et territoires, p. 307-328 <https://doi.org/10.4000/netcom.1045>, 20p.

Luigi Giussani Institute of Higher Education, Education cannot wait, AVSI, 2019. Education cannot wait: Education first project, An endline report for early grade mathematics assessment (EGMA) IN Palabek refugee settlement, Lamwo District, 51p.

Luigi Giussani Institute of Higher Education, Critical Thinking Activation model, 2020. Teacher professional development action research 2020-2021, 14p.

Méama Coulibaly et Assata Miwognou Camara, 2020. Analyse critique des manuels d'alphabétisation élaborés en français in Ziglôbitha, Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations Université Peleforo Gon Coulibaly- Côte d'Ivoire, pp 29-40.

MENETFP & MESRS, 2017. Plan sectoriel Education/Formation 2016-2025, p.46

MENETFP, 2020. Plan de réponse du secteur éducation*formation contre le Covid-19

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, 2021. Evaluation des cours à distance et de la réouverture de l'école dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 : rapport d'évaluation, DSPS, Unicef, Abidjan, 78p.

Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, 2021. Évaluation standardisée des acquis scolaires des élèves des classes de CM2 et de 4e dans le contexte de la COVID-19, 68p.

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, 2017. Plan sectoriel éducation/formation 2016-2025, 112p.

Ministère du Plan et du Développement, 2021. Plan National de Développement PND 2021-2025 : Diagnostic stratégique, Tome 1, 200p.

Ministère du Plan et du Développement, 2021. Plan National de Développement PND 2021-2025 : Orientations stratégiques, Tome 2, 197p.

Ministère du Plan et du Développement, 2016. MICS, La situation des femmes et des enfants en Côte d'Ivoire. Enquête à Indicateurs Multiples 2016 - MICS5, UNICEF, The Global Fund, UNFPA, C2D, INS, 252p.

Ministère du Plan et du Développement, 2019. Rapport volontaire d'examen national de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire.

Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, Service Autonome de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, 2014. Plan stratégique de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (PS-AENF) 2016-2020, 66p.

Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, xxxx. Guide de gouvernance,

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques, 2019. Annuaire statistique de l'enseignement primaire 2018-2019, 238p.

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques, 2020. Annuaire statistique de l'enseignement primaire 2019-2020, 318p.

Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques, 2021. Annuaire statistique de l'enseignement primaire 2020-2021, 249p.

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques 2020. Rapport d'analyse statistique, Système éducatif Ivoirien : Impact de la politique de scolarisation obligatoire sur le système éducatif, DSPS, Unicef, Affaires mondiales Canada, INS.

Molly Curtiss Wyss et Jenny Perlman Robinson, 2021. Renforcer les capacités en lecture et calcul des enfants en Côte d'Ivoire : L'histoire de la mise à l'échelle du PEC.

MÓNICA FONTANA, MARTIN ARIAPA Y GILLIAN ATUHEIRE, 2020. Can the quality of a school be greater than the quality of its teachers? A case of early grade reading skills in UGANDA'S refugee context in *Bordón* 72 (4), 2020, 43-59.

PNUD, 2020. La prochaine frontière : le développement humain et l'Anthropocène. Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2020 Côte d'Ivoire

République de Côte d'Ivoire, 2019. Plan d'action national de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants 2019-2021, 127p.

SEA Souhan Monhuet Yves, 2021. L'inclusion financière des néo-alphabètes en Côte d'Ivoire : une plus-value de l'alphabétisation fonctionnelle. *Canadian Social Science*, 17 (3), 18-24. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/css/article/view/12135> DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/12135>

UNESCO, 2021. Groupe de pilotage Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (GAL) : Rapport de la réunion. *Education 2030*, 13p.

UNESCO, 2021. Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation (RAMAA)

UNESCO, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, 2020. Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (GAL) : Stratégie 2020-2025, Hambourg Allemagne

UNESCO, 2020. Analyse qualitative : Maladie à Coronavirus (COVID-19) en Côte d'Ivoire. Quelles conséquences sur les ménages vulnérables et les services sociaux de base ?

UNESCO, 2019. Stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes (2020-2025), 40^{ème} session, Paris, 12p.

UNESCO, xxxx. La Côte d'Ivoire pour une utilisation plus grande et diversifiée du numérique dans l'enseignement et la formation

UNFPA, 2020. Lutte contre la Covid-19 en Côte d'Ivoire : Le gouvernement du Canada et l'UNFPA accompagnent le renforcement de l'éducation à distance et la lutte contre les violences basées sur le genre.

USAID, 202x. Rapport de recherche-action-conséquences Covid

Yeo Soungari, 2015. Identification des typologies d'alphabétisation susceptibles de lutter efficacement contre l'analphabétisme des adultes en Côte d'Ivoire.

VII. ANNEXE

Liste des parties prenantes sollicitées/rencontrées

Nom et prénoms	Institution	Structure	Fonction	Contact	Courriel
Eloi-Noël KOUASSI	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA)	Cabinet	Conseiller Technique	07 08 40 28 08 01 40 59 60 60	eloynoel@yahoo.fr
ATTOBRA K. François	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA)	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF)	Inspecteur, chargé des classes passerelles	07 07 88 39 19 01 03 19 73 06	attobraf@yahoo.fr attobraf2@gmail.com
Kouassi Laurent AKA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA)	DESPS		07 07 31 75 46	akakouassilaurent1@gmail.com
N'GUESSAN Krou Emmanuel	ONG GA-TIC (Groupe des Alphabétiseurs par les Technologies de l'Information et de la Communication)		Président	07 48 91 73 84 01 40 08 88 66	enguessankrou@gmail.com
Moussa DOUMBIA	UNESCO		Assistant Projet Alphabétisation/ Education	05 04 35 93 27	m.doumbia@unesco.org
GHITU I MUNDUNGE	SNUD/ Bureau du Coordonnateur Résident		Economiste	07 49 34 06 74	ghitu@un.org
DEMBELE Mariam	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	IFEF	Directrice	07 07 80 42 90	